

BIOGRAFIA DI SERGE THION: DAL SOSTEGNO AI MOVIMENTI DI LIBERAZIONE DELL'ALGERIA, DEL VIETNAM E DELL'AFRICA, ALLA PLURIDECENNALE ESPERIENZA PROFESSIONALE NEL CNRS, ALL'EPURAZIONE.

CECI EST UNE PAGE "QUI EST SERGE THION?"
DU SITE "CNRS CONTRE SERGE THION"
CRÉÉ LE 19 OCTOBRE 2000
DERNIÈRE MISE À JOUR: 11 07 01

#

Le trajet politique de Serge Thion

Quelques repères chronologiques

Né en 1942. Etudes au lycée Michelet, à Vanves. 1956: Il graffiti les murs de la ville sur le thème Budapest : Soviets assassins. 1958: Il participe aux manifestations hostiles au coup d'Alger, au retour de de Gaulle et, ensuite, rejoint le Parti Socialiste Autonome, dissidence de la SFIO. Les mouvement des jeunes de ce nouveau parti est tenu par le courant Marceau Pivert qui publie Correspondances socialistes internationales. Pivert disparaît au cours de l'été. 1960: Quitte le PSA au congrès de fusion et de création du PSU. En tant que représentant des jeunes, ST prend la parole contre de sinistres inconnus nommés Claude Estier, Charles Hernu, Michel Rocard et autres réformistes mous. Les cadres (jeunesses et étudiants) passent chez le trotskyste Lambert, mais pas ST. Rejoint le mouvement du soutien aux Algériens, secoué par les arrestations du Réseau Jeanson, "Jeune Résistance", qui appelle à l'insoumission. Premier séjour au Moyen Orient. Création en septembre du réseau Nizan, d'aide directe au FLN. 1961-62 Clandestin dans l'aide au FLN: transports, passages des frontières, impression, édition, etc. Séjour en Egypte, à Gaza et au Liban. Été 1962: Séjour dans l'Algérie indépendante. Après la prise du pouvoir par Ben Bella, retour en France. Début d'un travail de soutien avec les mouvements de libération de l'Afrique portugaise et l'ANC d'Afrique du Sud. Etudes à la Sorbonne. 1963-1967 Etudes (sciences sociales) Soutien aux mouvements de libération africains. Soutien à la résistance palestinienne. Co-rédacteur des "Etudes anticolonialistes", un groupe actif sur plusieurs fronts. Thèse de sociologie, plus tard transformée en livre: " Le Pouvoir pâle, analyse du système politique sud-africain, paru au Seuil en 1969. Septembre 1967 Arrivée à Saigon, comme prof, dans le cadre du "service national". Prise de contact avec le FNL sud-viêtnamien. 1967-68. Activités au Sud Viêt-Nam. Mai 68 retour à Paris Activités multiples, en particulier avec le comité d'action RATP. Septembre: dans les camps palestiniens . Octobre: arrivée au Cambodge (pour la 2e année de service national) 1969: prof au Cambodge. Voyages en Asie. Participe aux grandes manif japonaises contre le traité de sécurité américano-nippon (Ampo). 1970 :Retour en France. Bouquin sur le Cambodge: Des Courtisans aux partisans, Gallimard. Participation à diverses entreprises et publication post-68 mais loin des

dérives trotskystes, maoïstes et autres aberrations gauchistes. Refuse de participer à la création de Libération. Passe de temps à autres à la librairie "La Vieille Taupe". 1971 : Entrée au CNRS, début d'une vie professionnelle stable. Je choisis le CNRS parce qu'il me semble que c'est à peu près la seule institution qui me garantisse une réelle liberté de pensée. 1972: Séjour dans les maquis khmers rouges, au Cambodge. Reportage publié dans Le Monde. 1973: Lecture de Rassinier, sur incitation de la Vieille Taupe. J'interroge tous les anciens déportés que je connais pour vérifier auprès d'eux ce qu'écrit Rassinier. Ils confirment. Grand tour en Afrique: les débuts de la guerre de libération en Rhodésie (Zimbabwe) et les derniers soupirs du régime impérial éthiopien. Je suis dans les camps palestiniens du Liban quand la guerre du Kippour éclate. Je suis bombardé par les Mirage israéliens; ça me change des bombardements de l'US Air Force. 1975: J'assiste à la chute du régime pro-américain au Viêt-Nam. L'évacuation de Phnom Penh par les Khmers rouges me paraît une mesure barbare. 1975-79: Je travaille à comprendre et à reconstituer l'histoire inconnue du parti communiste cambodgien. Je mène une dure bataille à Libération pour obtenir qu'ils passent, en mars 1977, un article dénonçant le régime khmer rouge. Je vais au Mozambique, comme invité du nouveau régime, je circule partout et je pointe, dans un rapport aux dirigeants du FRELIMO, les erreurs que le nouveau régime est en train d'accumuler. On me traite d'agent de l'impérialisme. La guerre civile n'est pas loin. En Tanzanie, je parle avec les militants de base de la guérilla sud-africaine. Je romps discrètement avec l'ANC que je juge entièrement manipulé par le PC sud-africain. 1979: L'affaire Faurisson fait irruption dans la presse et le monde politique français. Après avoir étudié le dossier, je vois la nécessité de le présenter au public en rendant impossible les dérapages vers la droite. La question historique du sort des juifs européens est d'autant plus importante qu'elle sert de fondement et de justification aux horreurs de l'occupation de la Palestine toute entière. Je prépare un livre qui, je voudrais le rappeler, n'a jamais fait l'objet de la moindre poursuite (Vérité historique ou vérité politique ?) 1980: En janvier sort le numéro spécial des Temps Modernes sur les conflits indochinois. J'en ai fourni la moitié, en accord avec Claude Lanzmann. A la sortie de mon livre sur l'affaire Faurisson, Lanzmann publie un désaveu sous la signature de Sartre. Je fais un tour dans le Pacifique Sud, en particulier à Fiji. 1981-85: Le régime khmer rouge étant tombé sous la poussée vietnamienne, je retourne au Cambodge évaluer la situation. Le pays est soumis au blocus occidental et une coalition américano-chinoise soutient désormais Pol Pot. Il faudra 10 ans pour en sortir. Je serai de la bataille pour obtenir le retour du Cambodge dans la communauté internationale et la liquidation politique des Khmers rouges. Sortie du livre Khmers rouges! chez Albin Michel. Grand procès de Faurisson. Je me porte intervenant volontaire pour répondre du contenu de mon livre, diversement mis en cause. Me Badinter est obligé de faire mon éloge pour m'empêcher de siéger au banc des accusés. C'est sa dernière plaidoirie. Elle m'amuse infiniment. Les procès se suivent. Les parties adverses déversent des montagnes de documents futiles, à côté du problème. On se rend compte, dès lors, que l'affaire du révisionnisme ne pourra pas se résoudre facilement. Les jugements condamnent pour la forme seulement. Je vais plusieurs fois prendre le vent sur la frontière entre la

Thaïlande et le Cambodge, où s'amassent les réfugiés et où se reconstituent des bandes armées qui travaillent plus ou moins avec l'armée khmère rouge. La bataille de l'interprétation de ces événements fait rage dans tous les milieux de la gauche internationale engagée contre la guerre. C'est l'occasion pour une bonne partie des mes anciens amis et alliés de passer dans le camp social-démocrate. Nos adieux ne sont pas déchirants. Je fais mon dernier séjour à Beyrouth, quelques mois avant l'invasion israélienne. Mes gardes du corps palestiniens sont dispersés. Je décide de ne plus y retourner. 1985-86 Crise de la famine en Ethiopie. Je fais plusieurs longs séjours dans la région de la Corne de l'Afrique. J'observe de près l'action dite humanitaire qui cache mal les ambitions des uns et des autres d'intervenir dans les Etats de la région. J'assiste aussi à des scènes qui sont les plus effroyables de tout ce que j'ai vu dans ma vie. Comme je suis bien reçu partout, y compris dans les ambassades de France, je suis dénoncé à Paris par Bernard-Henri Lévy qui me décrit comme une sorte de soutien universel des régimes staliniens. Depuis, il m'a lâché les baskets. 1987-90: Sortie des Annales d'Histoire révisionnistes. Je participe de temps à autres à ces activités éditoriales. Les cabales s'organisent, l'espace de la liberté d'expression se réduit, l'oxygène commence à se faire rare. Je suis présent au début des négociations entre factions khmères, à Fère en Tardenois, en 1987, et j'ai la chance de pouvoir rendre quelques services officieux. Pour écrire et publier sur les affaires indochinoises, je passe à l'anglais. Je m'ouvre ainsi de nouveaux espaces éditoriaux. Je voyage en Asie. 1990-91 L'Irak a envahi et saisi des terres qui lui avaient été arrachées par les Britanniques sous le nom de Koweït ("fortin"). Devant les préparatifs de l'invasion américano-européenne, je m'engage à fond dans l'opposition à la guerre. Elle ne prend de l'ampleur qu'après le début de la guerre. Elle est sapée net par la fin prématurée de la guerre. Les Américains se souviennent de la leçon du Viêt-Nam. Une équipe a publié La Gazette du Golfe et des banlieues. J'y ai activement participé. 1991-93 Les Accords de Paris mettent un terme à l'isolement du Cambodge, au soutien occidental aux Khmers rouges et annoncent une énorme opération des Nations Unies pour effectuer des élections dans ce pays. Je repars au Cambodge pour observer la transition de ce malheureux pays épuisé vers le monde clinquant où règne en maître le dollar. Le Viêt-Nam sort de l'austérité et de l'impérialisme du régime communiste et prend la même voie vers la dollarisation. Finalement, les Américains gagnent la troisième guerre d'Indochine, par défaut. L'Afrique du Sud se débarrasse de l'apartheid. Nelson Mandela n'a plus besoin de moi comme traducteur de ses discours en français. Je sors un livre en anglais sur le Cambodge. Je cherche la chose appelée Internet mais personne ne semble savoir ce que c'est au juste. J'ai refusé de m'engager dans ce qu'on appelle le conflit yougoslave. Tous les côtés me semblent également fautifs, manipulés, instrumentalisés, d'abord par les Européens, ensuite par les Américains. J'ai prévu ces développements depuis longtemps. Je fais un recueil de textes sur la question révisionniste. Il paraît en édition privée, avec un bon tirage, loi Gayssot oblige (Une allumette sur la banquise). 1994-2000: Bien que je continue à me rendre dans la région, je m'éloigne des questions d'actualité de la politique indochinoise. L'oppression ordinaire des Etats et du capital ne sont pas de mon ressort, si je puis dire. J'intervenais parce que les Etats occidentaux, la France

souvent au premier rang (Jospin toujours étroitement calqué sur les Américains), exerçait sa domination par la violence et le meurtre de masse. Je finit par trouver Internet, en 1994, et je l'explore avec délices. Je reçois 15 mails par jour de Timor, 20 de Birmanie, 30 des zapatistes et ainsi de suite: il faut apprendre à se servir de ce monstre et ne pas se faire dévorer. Je fais un tour du monde des révisionnistes: Europe, Australie, Etats-Unis. La plupart des gens que je rencontre sont de paisibles citoyens de centre gauche ou de centre droit. Il y a quelques sympathisants de l'Allemagne national-socialiste, mais ils sont peu nombreux. Il se crée un site révisionniste en français sur Internet, le site AAARGH. Je donne des conseils, j'agis comme interface entre le monde extérieur et la petite équipe qui travaille dans les soutes. La loi Gayssot pousse la nouvelle génération à l'anonymat. Les idiots m'attribuent la paternité de tout. Je me retourne vers une histoire plus ample, plus ancienne, des pays indochinois. Il y a beaucoup de choses à comprendre et à expliquer, qui ne relèvent pas de la politique au jour le jour. Les cabales s'intensifient. L'intolérance monte à grande vitesse. J'interviens par des textes ponctuels, le plus souvent liés à l'oppression qui se resserre sur les infortunés Palestiniens, victimes d'un des régimes les plus inhumains de cette planète, après la chute du soviétisme et de l'apartheid, le dernier grand totalitarisme, Israël. Je retourne au Moyen-Orient, je découvre les splendeurs de la Mésopotamie, je vais en Amérique et en Russie: partout le révisionnisme s'installe, se solidifie, entraîne toutes sortes de gens. Internet devient un lieu de rencontre de plus en plus universel. Des amis ouvrent une archive pour mes textes. Les luttes continuent. La liberté n'est assurée nulle part. La gauche en Europe est dans l'ornière social-démocrate; ils ont fusillé Rosa Luxembourg en 1918 et ils la refusent tous les jours. Il faut toujours ferrailer avec ces gens-là. Si on faisait le bilan des exactions, des saloperies des crimes de toutes sortes, on verrait que cette gauche socialiste et communiste est bien pire que la droite, qui a pourtant quelques gigantesques massacres à son actif. J'appartiens à la tradition libertaire, en lutte constante avec tout le monde. Je ne m'étonne pas que tout le monde me tombe dessus. 1998-2000 : Violente campagne de presse contre moi dans les feuilles communistes. Jospin s'en mêle. Je suis finalement viré du CNRS pour la raison même pour laquelle j'y étais entré: ma liberté d'expression qui, comme on sait, ne s'use que si l'on s'en sert. Je suis un vieux guerrier des batailles passées. Je refourbis les armes et remonte sur mon destrier. Je n'abandonne pas une bataille juste. Je n'ai fait de la "science" que pour m'en servir à gagner plus de liberté sur tels ou tels terrains. Il semble qu'elle me quitte: c'est que je n'en ai plus besoin. A l'âge que j'ai, je comprends tout et rien ne m'étonne.

#

Contacteur Serge Thion: cnrs@mail15.com

Serge Thion

Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre.

Serge Thion, né en 1942, est un ex-universitaire français.

Chercheur spécialiste de l'Asie du Sud-Est, engagé dans les luttes anti-colonialistes et contre la guerre du Vietnam et l'apartheid dans les années 1960-1970, il a commencé à s'intéresser, pour y adhérer, à la fin des années 1970 au discours négationniste de Robert Faurisson.

Accusé d'avoir «remis en cause de l'existence de crimes contre l'humanité», Serge Thion a été révoqué en novembre 2000 de ses fonctions de chargé de recherche au CNRS par une commission présidée par l'historien François Bédarida, et est régulièrement accusé par de nombreuses associations de promouvoir le négationnisme¹.

Serge Thion s'est également distingué en contestant le qualificatif de génocide concernant les actions du régime des khmers rouges au Cambodge. Il s'est réjoui, dans un texte publié sur internet, des attentats du 11 septembre 2001². Serge Thion a participé en 2003 à des réunions publiques organisées par les islamistes radicaux du Parti des musulmans de France^{réf. nécessaire}.

Le magazine L'Arche³ fait le rapprochement entre Serge Thion et des chroniques publiées sous le pseudonyme de «Serge Noith» sur le site de campagne de Dieudonné M'bala M'bala pour les élections de 2007.

Bibliographie [modifier]

- Pierre Vidal-Naquet, *Les assassins de la mémoire : "Un Eichmann de papier et autres essais sur le négationnisme"*, La découverte/Poche, 2005, ISBN 2-7071-4545-9

Notes et références [modifier]

- ↑ http://www.phdn.org/negation/negainter/webarg.html
- ↑ http://membres.lycos.fr/wotraceafg/thion.htm
- ↑ http://www.col.fr/arche/article.php3?id_article=568 Voir aussi [1]

Lien externe [modifier]

- Article du site Amnistia « Le négationniste Serge Thion condamné pour diffamation »
- Article du site Phdn abordant les activités de Serge Thion et concernant « Le négationnisme sur internet »

Récupérée de « http://fr.wikipedia.org/wiki/Serge_Thion »

AAARGH

[Accoglimento aaargh] [Accoglimento italiano] [Accueil français]

Verità storica o verità politica?

Serge Thion

Ecco un individuo che afferma che le camere a gas dei campi di concentramento tedeschi non sono mai esistite, che sono essenzialmente un mito, nato dagli orrori della guerra. Scandalo. Si denuncia quest'uomo come un pazzo o un nostalgico del nazismo. A prescindere dal modo in cui questo individuo e le sue affermazioni provocatorie vengono etichettati, il suo caso appare chiaro e privo del minimo interesse.

Ma, stranamente, il caso si gonfia, acquista proporzioni inattese, dilaga sulla stampa nonostante il desiderio di smettere di parlare che questa rivela. Ministri rilasciano dichiarazioni, parlamentari interpellano il governo e uno di essi ne approfitta per chiedere l'introduzione in Francia del *Berufsverbot*, l'interdizione del pubblico impiego agli "estremisti". Dall'ottobre 1978 la stampa non riesce più a esaurirsi perché si verificano disordini all'Università di Lione-2, perché, sommerso da ingiurie, l'interessato si divincola e bombarda i giornali con richieste di rettifiche a termine di legge, perché si istruiscono processi per stampa, se ne parla allestero e perché infine i movimenti antirazzisti decidono di schiaocciare il tanghero intentandogli un processo con l'accusa, del tutto originale per il diritto francese, di avere "volontariamente falsificato la presentazione della Storia". Notiamo la S maiuscola e aspettiamo di vedere come la giustizia se la sbroglierà con questa ipostasi.

La voce che le idee di questo Faurisson siano oltraggiose in quanto emanazione di un nazista, o di un filonazista, e di un antisemita, si diffonde per la città, anche quando non è stampata nero su bianco. Che lui respinga sia l'una sia l'altra definizione, che a questo riguardo vinca un processo per diffamazione contro "Le Matin de Paris", non muterà affatto le convinzioni dei suoi detrattori, basate non tanto su ciò che dice quanto sulle intenzioni *più* o meno losche che gli si attribuiscono. Bisogna dire molto chiaramente che questi processi alle intenzioni non onorano i censori, ma soprattutto che non sta qui il nocciolo della questione. Si può certamente dire che Faurisson è un uomo di destra. Tuttavia, va anche ricordato che i suoi allievi e moltissimi tra i suoi colleghi lo consideravano, fino allo scoppio dell'affare, piuttosto come un uomo di sinistra. In ogni caso, egli è un uomo solo. Quanto ai suoi sentimenti politici, non ci trovo, per quel che ne so, niente di attraente se non un rifiuto dei tabù intellettuali e una certa propensione, che condivido, a schierarsi dalla parte dei vinti, di coloro che si trovano, o si ritrovano, dalla parte opposta a quella del più forte. Questa propensione, secondo me, non basta a fondare una morale politica, ma è un ottimo vaccino contro le illusioni del potere.

Ciò che si deve respingere con estrema energia è che qualsiasi argomentazione di un nemico politico sia automaticamente da considerare falsa, nulla e inesistente. Conosco gente di destra capace, all'occorrenza, di dire cose sensatissime e gente di sinistra in grado di sputare enormità che fanno raggelare il sangue. Né il primo fenomeno né il secondo, ed essi sono noti a chiunque, ha mai indotto me, o qualcun altro, a cambiare opinione politica. Ma ho potuto impararne qualcosa, oppure

ho cambiato opinione su un punto ben preciso, procedendo poi ad integrarla nel mio modo di vedere le cose.

Non ci si deve quindi accontentare di chiedere libertà di espressione per i nostri avversari, fossero pure nemici della libertà, come elemento altrettanto essenziale della nostra stessa libertà di espressione, da cui è indivisibile, ma si deve insistere sul diritto di comprendere, di interpretare le loro affermazioni senza farsi trattare da complici idioti.

Niente obbliga, per capire che ci si è sbagliati, ad andare a piangere lacrime d'innocenza tradita sulla stampa avversaria e a vendere a caro prezzo il racconto pietoso delle proprie ingenuità successive.

Faurisson, dunque, secondo me, è un uomo di destra. Ciò che pensa del significato politico delle sue affermazioni non ci interessa molto. Non abbiamo alcun motivo per discutere delle sue intenzioni. Ma egli fa delle affermazioni a proposito di fatti e di realtà di un vicino passato. Certo, che un individuo più o meno qualificato scriva non importa che cosa su non importa quale argomento, è una constatazione di schiacciante banalità. Vi basta conoscere un po' un argomento per averlo studiato in profondità o una situazione per averla vissuta, per rendervi conto che le colonne dei giornali e gli scaffali delle librerie sono ingombri di elucubrazioni che nulla in apparenza distingue da opere serie meritevoli di stampa. La spaventosa tragedia della deportazione s'è rivelata un tema adatto ad ogni tipo di affabulazione che solo degli ex deportati possono identificare di primo acchito. Per noi è più difficile.

L'affermazione secondo la quale le camere a gas non sono esistite fa quindi immediatamente pensare a quel "non importa che cosa", all'universale e insipida salsa che condisce oggi tutti i piatti dello spirito.

Di fronte ad avversari così meschini, confusi in dispregio della realtà, si è allora vista levarsi una toccante unanimità nazionale. Ministri, parlamentari, editorialisti di ogni bandiera hanno accusato le nuove generazioni di ignorare il passato e fors'anche addirittura di fottersene. Su "Le Monde" del 21 febbraio '79 si è scatenata l'artiglieria pesante, con una dichiarazione solenne firmata da trentaquattro tra i più noti dei nostri storici, i quali affermano che non ci si deve chiedere come un fatto possa essere accaduto, in quanto, convinto della sua esistenza, lo storico non è spinto a rimmetterlo in questione. Ecco un intollerabile limite che nessuno tra loro accetterebbe per le proprie ricerche, nello specifico campo cui si riferiscono. Se ci penso, mi prende un senso di vertigine: di quale fatto storico, di qualsiasi tipo possa essere (innanzitutto economico, ma anche militare, culturale, sociale, psicologico, ecc.) potrei mai dare una spiegazione senza essermi interrogato, prima o dopo, sulle modalità tecniche della sua esistenza, sul come del suo perché? Capisco perfettamente il motivo per cui tanti eminenti storici hanno firmato quel testo. (Non mi chiedo perché altri storici, altrettanto eminenti, non l'hanno firmato, né perché anche la maggior parte dei veri specialisti del problema si sia astenuta.) L'hanno fatto per solidarietà intellettuale e politica, più

che per competenza reale, in quanto nell'insieme essi lavorano in settori diversissimi. Hanno firmato sulla fiducia. Quel che mi pare più stupefacente è proprio che, per fare quell'atto politico impedire qualsiasi dibattito sull'esistenza delle camere a gas degli storici abbiano avallato un testo che espressamente limita il campo della ricerca a quanto acquisito dalla generazione precedente. Per me, che in qualche modo faccio il ricercatore di professione, il diktat è inammissibile.

Mi si obietta che questo testo non tende per nulla a vietare qualcosa, che la sua formulazione è indubbiamente un po' maldestra e anche ambigua e che io ho voluto interpretarla nel modo meno indulgente. Esso voleva semplicemente affermare che determinati fatti (la politica di sterminio, l'utilizzazione massiccia delle camere a gas) sono noti, che molteplici prove assolutamente convincenti sono a disposizione del pubblico e che è assurdo voler negare l'evidenza. E si richiamano gli scritti che mettono in causa l'esistenza fisica di Gesù di Nazareth, di Giovanna d'Arco, di Napoleone, ecc. Trovo che l'analogia sia divertente, niente di più. Insomma, mi si dice che non ci si deve preoccupare e, intervenendo in un dibattito sull'esistenza delle camere a gas, che

"non ci può essere dibattito" al riguardo. La contraddizione non è di poco peso. Se scrivo che il generale De Gaulle non è mai esistito, dubito che "Le Monde" impegni parecchie pagine per confutarmi. Se, di conseguenza, mi si dicesse che esistono dei limiti ad un dibattito storico, sarei d'accordo. Ci sono sicuramente affermazioni che non val la pena discutere.

Occorre che i dati di base siano chiari per tutti, studiati in modo pressoché esauriente e che la discussione sulla ricostruzione dei fatti sia stata portata a termine. Poi si sviluppa il gioco delle interpretazioni. Che cos'è una discussione in questo caso? L'esame degli argomenti: la loro valutazione, il loro rifiuto o la loro accettazione secondo ragioni esplicite, ad esempio secondo l'analisi delle compatibilità con il contesto.

Il dibattito che si svolge su "Le Monde" non è una discussione in questo senso (se non, ruolto parzialmente, nel caso di due articoli di G. Wellers). La dichiarazione degli storici ostenta la sua bandiera: ecco la versione dei fatti, così come noi la sottoscriviamo; sull'oggetto del dibattito non si discute perché, essendo escluso dalla nostra interpretazione, esso non esiste. La difficoltà, quella di rispondere a Faurisson (è quanto si aspettano certi lettori), viene aggirata perché si dice che non c'è bisogno di rispondergli (è quanto si aspettano altri lettori). Non stupisce che la conclusione di questa dichiarazione sia grossolana o ambigua. Se non lo fosse, la scelta sarebbe tra due posizioni ugualmente brutali: o "tutto ciò è idiota perché non quadra con la nostra interpretazione", oppure "ci dà fastidio, ci sconvolge per motivi personali, sconfinata nell'indicibile, non sopportiamo una discussione che offende ciò che di più sacro sentiamo".

Ritornerei sulla prima conclusione implicita e la criticerei. Quanto alla seconda, non mi si farà il torto di credere che io non sia consapevole di tutte le emozioni che può sollevare, e la trovo perfettamente comprensibile. Osservo del resto che l'emozione più viva si riscontra in coloro che non hanno conosciuto la deportazione. I deportati, quelli che conosco, sono consci di aver sperimentato solo aspetti particolari della deportazione e non si riconoscono sempre negli scritti che ne parlano. Vorrei tornare su questa seconda conclusione implicita della dichiarazione, in quanto mette gli autori nella difficile posizione di dover spiegare a fondo che non ne vogliono parlare, quanto meno in un modo che si allontani dall'ortodossia. Avrebbero potuto preferire il silenzio, trattare quest'affare con disprezzo, e sono persuaso dell'esistenza di questo atteggiamento. Lo comprendo e potrei anche approvarlo. Non vedo in nome di che cosa ci si dovrebbe sempre sottomettere a tutte le ridiscussioni portate dall'aria dei tempi. Ci si può trincerare nelle proprie certezze e rifiutare cortesemente un dibattito che si ritiene inutile e doloroso. Ma se decidete di intervenire, se l'ansia di convincere vi tormenta, allora dovete essere pronti a spiegarvi su tutto, a mettere in vetrina la merce, a subire i colpi di spillo della critica.

Uno dei firmatari della dichiarazione, per sintetizzare il suo atteggiamento sul senso di questa faccenda, mi ha detto: "Coloro che prendono a bersaglio ciò che gli ebrei hanno di più sacro, sono degli antisemiti", allusione a quello che adesso viene chiamato, con un termine preso dai rituali, l'olocausto. È facile essere chiari su questo punto: l'affermazione non si può assolutamente condividere. Che ciascuno metta il sacro dove vuole, sta bene. Che imponga ad altri di rispettarlo come articolo di fede, no. Per un materialista, il sacro non è che una categoria mentale tra le altre, di cui si può anche seguire l'evoluzione storica. Non si può far finta di riverire tutte le proteiformi sacralità generate dall'insieme delle credenze umane. Non sarebbe neppure saggio scegliere. Mi basta che si rispettino gli individui in carne ed ossa e la loro libertà materiale e morale. Forse non è inutile, mentre l'ultimo grido della moda è il ritorno al religioso, nel quale si mescolano allegramente gli ayatollah e le svendite "giudeocristiane" del primo efebo arrivato, riaffermare che nessuna credenza è in sé rispettabile. Ciascuno faccia i conti con le sue e con quelle degli altri. Né dio, né padrone. È il minimo che si possa chiedere in una società laica. Liberi gli idolatri di non ascoltare gli spregiatori degli idoli. Mi si obietterà forse che, tra l'assenza di rispetto per il sacro altrui e il passaggio all'azione per impedire una credenza, non c'è che un passo. In realtà, non si abbattono gli idoli che per sostituirli con feticci e si è visto che le rivoluzioni hanno fatto assai presto a riempire a loro vantaggio le forme di un sacro che dapprima hanno cercato di svuotare del

loro contenuto. L'uomo è credente, si dice dappertutto, e lo sono forse anch'io perché credo che non lo dovrebbe essere.

Esiste, per dissolvere l'aura del sacro attorno al fenomeno nazista, un'altra ragione, più contingente, ma definitiva: il tempo che passa.

Ma dobbiamo rispondere anche a un'ulteriore obiezione, che è la specificità del destino degli ebrei, soprattutto nel modo in cui si è manifestata durante il periodo nazista. Ciò che forse vale, relativamente, per il sacro altrui, non varrebbe per il destino degli ebrei, in quanto fenomeno unico, di cui il resto dell'umanità dovrebbe render conto al popolo ebraico. Occorre anche qui dire quindi che il destino di uomini o gruppi di uomini è singolare e che la specificità degli uni è pressappoco ermetica alla specificità degli altri. Per me, che non conosco altra patria se non l'arcipelago delle amicizie e degli incontri, che ho fatto di tutto un po' e in diversi continenti, un uomo vale un uomo. Ciò che gli uomini hanno in comune, ciò che è confrontabile tra l'uno e l'altro, è ben poco e vale poco. Sono le singolarità, altrimenti ricche, mescolate, giustapposte, appena trasmissibili, a costituire la trama reale delle nostre erranze. Parlando d'esperienza, non concepisco che si possa credere che ci sia maggior gloria o sfortuna ad essere ebreo, o zulu, o melanesiano, o mnong, con le estreme differenze che

[106]

comportano queste appartenenze, più o meno volute e fatte proprie. Non mi piacciono queste idee generali che arrivano come obici da 75. Diventiamo tutti troppo equivoci e disparati, per sopportare ancora a lungo queste vecchie chimere: voi siete questo, io sono quest'altro...

Non è che a prezzo di un rimedio teologico, confessato o no, che si può così singolarizzare un gruppo ed assegnargli un ruolo distintivo. È facile capire come un'ideologia fondata sulla nozione di elezione predisponga all'affermazione di una specificità irriducibile. Ma qualsiasi gruppo umano è portato a recitare la propria teofania, in nome di un'interiorità che non s'accorda con nessun'altra. Se ne può scegliere una, oppure non sceglierne nessuna.

Nessuno negherà che esiste quasi un'esitazione, o persino censura, nei riguardi di qualsiasi discorso sugli ebrei o su degli ebrei, o sul sionismo, o su Israele, se la parola pronunciata non è stata prima di tutto, in un modo o nell'altro, autorizzata. Per ascoltarla, occorre sapere, come si dice, da dove arriva. Senza una sanzione appropriata, senza un visto di legittimazione, ogni discorso su questo tema è votato alla forca, consegnato al sospetto. Si giunge così a sentire argomenti che, sostenuti da un ebreo, il quale ad esempio critichi il sionismo o qualche atteggiamento delle istituzioni ebraiche, sono considerati intollerabili sulla bocca di un gentile, previo accordo in proposito tra ebrei e non ebrei. Il termine stesso di "ebreo" è stato per lungo tempo evitato nel vocabolario della sinistra. Per ottenere l'autorizzazione, un discorso che tratti di un aspetto qualsiasi dell'ebraicità deve unirsi ad una colpevolezza, ossia deve trasferire quella dei colpevoli veri (i nazisti, i loro sostenitori e gli antisemiti) su coloro che non lo sono, ma che devono farsene carico perché parte di una collettività che ha generato tali colpevoli. Il grande referente, d'uso universale, è Auschwitz. È la parola d'ordine, il simbolo che apre le porte. Aprite un giornale, un giorno qualsiasi, e vi troverete citato il nome di Auschwitz in rapporto a qualunque cosa. Esso dice tutto.

E, naturalmente, non dice nulla. Che cosa succederà se, per un rifiuto che mi è abituale verso ciò che sembra una semplice convenzione, io mi metto a considerare la *realtà* di ciò che è stata questa tetra pianura, a cercare di comprendere che cosa è stata l'edificazione di quella che si configura storicamente anzitutto come una

[107]

gigantesca impresa industriale e politica? Se, dietro al simbolo, cerco i fatti, ai quali sarei tentato di applicare i metodi di comprensione di cui farei uso in altre occasioni? Sono un freddo mostro, a pretendere di continuare a ragionare dinanzi all'insostenibile spettacolo dell'orrore?

Se si tratta poi, davvero, di far sapere alle giovani generazioni ciò che è accaduto affinché "non succeda più", bisogna mostrar loro la verità tanto da vicino che la possano stringere, eliminando dall'immagine della deportazione tutti i miti che la ricoprono e rispondendo il più chiaramente possibile a tutte le domande che non mancheranno di essere formulate. È certamente questo il

rispetto che si deve a chi ha sofferto. Ogni indignazione che non avesse per ragione esclusiva la ricerca della verità, con ciò che questa comporta di dubbio, avrebbe sicuramente un significato politico tagliato più sul presente che sul passato: occorrerebbe trattarla come un procedimento polemico che utilizzi, a torto, la sofferenza degli altri. Per il momento, osservo che questo aspetto politico e, *nolens volens*, polemico rischia di essere quello dominante. Domando quindi, per essere un po' metodico, che si sospenda per un attimo il giudizio politico, in modo che ci si possa chiedere se esiste una ragione per porsi il problema delle camere a gas in termini di fattualità storica.

1 L'aspetto storico

Una ragione per farlo c'è, secondo me molto semplice e che nessuno contesterà: tra i testimoni, tra i deportati, tra i nazisti accusati dinanzi ai tribunali alleati e tra gli storici che hanno tentato di sintetizzare la storia della deportazione sono esistiti ed esistono ancora disaccordi profondi a proposito dell'installazione, del funzionamento e dell'esistenza stessa di alcune camere a gas.

Possiamo farcene un'idea leggendo le tre paginette (su 667) che Olga Wormser-Migot dedica al "problema delle camere a gas" nella sua tesi sul *Système concentrationnaire nazi, 1933-1945* (PUF, Parigi 1968, pp. 541-544). Non vi si parla che di Mauthausen e di Ravensbrück; l'autrice osserva che le testimonianze si contraddicono, che in genere sono piene di inverosimiglianze, che i comandanti dei campi o sembrano aver rincarato l'orrore" (p. 540)

[108]

nel corso dei loro processi e che le loro "confessioni" (virgolette di O. W.-M.) le sembrano "molto strane" (pp. 543-544). A proposito delle testimonianze che collocano camere a gas a Mauthausen e a Oranienburg, ella scrive: "queste affermazioni ci paiono aver carattere di leggenda". Quanto a Ravensbrück, dove la camera a gas sarebbe stata una "baracca di legno" (secondo Marie-Claude Vaillant-Couturier), "si noterà infine che le dichiarazioni sull' esistenza della camera a gas di Ravensbrück la situano a partire dal febbraio 1945, data dell'arrivo degli evacuati da Auschwitz" (p. 544), affermazione che viene d'altronde contestata.

Questi brani di una storica che ha dedicato anni alla ricerca, hanno dolorosamente scosso Germaine Tillion, famosa etnologa, lei stessa deportata a Ravensbrück perché impegnata nella resistenza. La Tillion, fin dal suo arrivo nel campo e dopo la liberazione, ha raccolto quel che ha potuto, quanto a dati sui deportati e sul funzionamento del campo. Con un lavoro di censiderevole pazienza e con grande prudenza metodologica, è arrivata a ricostruire buona parte della storia di questo campo femminile. Ad esempio, dimostra che certi ricordi precisi sono del tutto falsi, o spostati nel tempo o nello spazio. Per stabilire un fatto, anche minimo, occorrono numerosi controlli incrociati. E quindi notevole che concluda ricordando che l'esistenza della camera a gas non era messa in dubbio da nessuno (sicuramente non dalle SS del campo durante il loro processo) e non dandone alcuna prova certa, al punto di non farla figurare sulla pianta, pur particolareggiata, del campo, che allega (pp. 272-3). Si comprende, leggendo questo libro serio e commovente, che l'autrice non riesce a pensare di dover fornire delle prove di ciò che le sembra tanto manifestamente ed evidentemente vero.

Gli storici di professione si pongono però da un altro punto di vista e considerano questa camera a gas come inesistente. Andando un po' più indietro nel tempo, ci si rende conto che vi sono delle testimonianze, registrate a Norimberga e altrove, su camere a gas che la maggior parte degli storici, tra i più ostili all'idea che le camere in questione non siano esistite, oggi non considerano più come esistite. Il direttore dell'ufficialissimo Institut für Zeitgeschichte di Monaco ha scritto nel 1960 che non ci fu alcun "annientamento di massa di ebrei col gas" nel "vecchio Reich", ma che ce n'erano stati nei territori occupati della Polonia, in particolare ad

[109]

Auschwitz-Birkenau, Sobibor, Treblinka, Chelmo e Belzec. Alcuni obietteranno che questa dichiarazione non esclude le gassazioni "non di massa" o le gassazioni di nonebrei, come a Dachau, dove, sembra, la percentuale di ebrei era bassa. Ma la lettera di Broszat si intitola *Keine Vergasung in Dachau*, in risposta ad un articolo precedentemente apparso sullo stesso giornale.

Se si accetta la tesi secondo la quale le camere a gas hanno funzionato solo nei territori polacchi, bisogna eliminare dal catalogo delle infamie naziste quelle che vengono tuttavia citate, e anche

confermate, a Dachau, Struthof (in Alsazia), Ravensbrück, Mauthausen-Hartheim, e moltissime altre ancora. Le autorità hanno finito con l'apporre un cartello sulla pretesa camera a gas nel campo di Dachau, precisando che essa non è mai entrata in funzione. Germaine Tillion ci presenta tuttavia il rapporto di Albert Fribourg, ingegnere chimico, capitano e membro della missione militare francese al seguito dell'US Army, che ha visitato Dachau sei giorni dopo la liberazione del campo stesso nell'aprile del 1945 (pp. 24925 1), il quale dice invece che funzionava.

Allora, che cosa credere? Come potrà orientarsi un profano in questi documenti, tutti sulle prime convincenti, che presentano tesi così manifestamente contraddittorie? Ci si può fidare di queste "opere di seconda mano che esigono dai loro autori moltissima pazienza, tempo, merito, perché, per non perdersi in questo guazzabuglio sanguinolento, bisogna decifrare innumerevoli scartoffie incredibilmente noiose, le più importanti delle quali sono state falsificate" (parole di Germaine Tillion)? In quale labirinto siamo capitati? Tutti gli autori affermano che esistono queste falsificazioni, ma non si accordano per identificarle. Per fare un po' il punto sulle nostre conoscenze di questo periodo tremendo, così vicino e così lontano, ci si può rifare a uno tra coloro che più hanno studiato la questione, Léon Poliakov, e leggere quanto segue dalla nuova prefazione che ha scritto nel 1974 per la ristampa del suo classico *Bréviaire de la haine* (Le livre de poche, 1974, pp. 1213, prima ed. 1951):

Si verifica quindi uno stato di cose sorprendente. Da un lato il genocidio hitleriano è diventato uno dei grandi miti del mondo contemporaneo, ancora oggi difficilmente dissociabile da ogni presa di posizione politica o etica di fronte agli ebrei e che le [110]

chiese o i capi di Stato o gli studenti parigini in rivolta o i moralisti ed i romanzieri di tutti i paesi hanno evocato in tanti modi diversi. D'altra parte, malgrado l'interesse costante nutrito dal grande pubblico per la storia della seconda guerra mondiale, malgrado il processo Eichmann e malgrado il recente rinnovamento della produzione storica riguardante lo stesso Hitler, gli storici, universitari e non, si disinteressano della sua impresa più specifica, quella che ha fatto del suo nome uno spauracchio ed un insulto. Di conseguenza, le nostre conoscenze sulla soluzione finale della questione ebraica sono progredite di meno nel corso degli ultimi venticinque anni rispetto a quelle che possiamo avere sulla notte di San Bartolomeo o sull'antico Egitto. Perché questa reticenza dei ricercatori, complementare alla capacità di dimenticare da parte del pubblico? Non sarà per un diffuso senso di colpevolezza, a causa del quale anche l'antisemitismo dal 1945 è colpito da interdizione o camuffato sotto altri vocaboli? Sarebbe allora lo stesso terrore che lo fa censurare con estrema severità (sintomo, per lo psicologo, della sua presenza nascosta in fondo ai cuori) e che sconsiglia di conoscere ciò che è realmente accaduto agli ebrei, o come agivano i loro carnefici e perché lo diventarono. [Posso sottolineare questo "come" e questo "perché"?]. Tale sembra essere il legame tra l'impopolarità dell'argomento e la proscrizione della parola, se non della cosa; è quindi ad una censura oppure a resistenze di questo tipo, ma proiettate verso il passato, che si deve attribuire la tendenza a non soffermarsi su questo "lato cattivo" della storia.

Non lascia insensibili vedere lo stesso Léon Poliakov che pare qui augurare ricerche nuove, più approfondite, che studino il come e il perché, prive di quella "colpevolezza diffusa" che censura l'argomento tra i firmatari della dichiarazione dei trentaquattro ed esserne perfino uno dei promotori, come si dice in diritto canonico. Non dispiaccia a questi nuovi conformisti: è in corso un aspro dibattito tra autori che professano principi assai simili. Non auspicano forse, loro che lo fanno per mestiere, di fare strame delle leggende, delle false testimonianze, delle "falsificazioni" che ottenebrano queste questioni fattuali? Planchais, che redige il cappello della dichiarazione degli storici, è sicuramente colpevole di leggerezza quando scrive: "Che non ci siano state camere a gas in tutti i campi di concentramento, anche in alcuni di quelli nei quali le si vuole mostrare ai pellegrini ed ai turisti, è un fatto riconosciuto dagli specialisti e dai testimoni diretti". E'

[111]

falso; o Planchais non è informato dell'esistenza di questi dissensi, oppure li passa sotto silenzio. E se la tendenza della ricerca contemporanea, convalidata dai trentaquattro, che ignorano il dibattito più sopra ricordato, consiste nel respingere verso l'Est questi simboli dell'omicidio di massa, introducendo una distinzione tra campi "di sterminio" e campi "di concentramento" (sola parola storicamente accertata), distinzione che l'amministrazione tedesca non ha mai applicato, è allora del tutto illegittimo volersi assicurare che stavolta i documenti non siano falsificati, che i testimoni non abbiano commesso errori, che le confessioni giudiziarie provengano tutte da una buona fede controllabile, che siano finalmente messi un po' d'ordine e della serietà nella critica particolarmente attenta richiesta per una documentazione da cui la verità appare tanto fuggevole, che sia finalmente messo a punto un metodo per discriminare tra le false prove riguardanti l'esistenza di camere a gas nei campi dell'Ovest e le altre, spesso di identica origine, riguardanti i campi dell'Est? Come si potrà evitare di porsi delle domande sul modo in cui operò il Tribunale di Norimberga ("Norimberga aveva un difetto: era stato insediato dai vincitori che giudicavano un vinto", disse Jean-Paul Sartre). Come si potranno eludere delle domande sul valore della documentazione prodotta dai sovietici? "Dopo la liberazione del campo di Auschwitz, la commissione straordinaria di Stato dell'Unione Sovietica per l'esame dei crimini tedeschi, presieduta dal generale Dmitrij J. Kudrjatsev, si è immediatamente messa all'opera". In quel periodo di apogeo stalinista, i più bei titoli di gloria dei giuristi sovietici erano ancora i processi di Mosca. C'è mancato poco che a Norimberga gli stessi giuristi sovietici non riuscissero a rifilare ai nazisti la responsabilità dei massacri di ufficiali polacchi a Katyn, le cui fosse comuni furono scoperte solo dall'avanzata dell'esercito tedesco. Ma su quel piano, stranamente, gente pur prevenuta pare dispostissima a fare affidamento sui sovietici e sui polacchi, il ben noto antisemitismo dei quali garantirebbe allora l'onestà, sempre tenendo presente che l'antisemitismo dei nazisti garantirebbe l'inverso. Quale serietà!

Ho l'impressione che Poliakov, nella frase sopra riportata, descriva un fenomeno che assomiglia ad una "storiografia bloccata". Si potrebbe parlare a lungo delle cause storiche di ciò, o, meglio, della immobilizzazione della storiografia sulla realtà dell'immediato

[112]

dopoguerra, periodo di ricostruzione sia materiale sia ideologica. Bisognerebbe parlare dell'atmosfera di quel periodo, del monopolio che si arrogavano i comunisti ed i loro compagni di strada su tutti gli aspetti della guerra e della resistenza, sui terrori e le infamie che sono seguite sotto il nome di epurazione.

Il comune mortale, indubbiamente, crede, come ho creduto io per tanto tempo, che sul tema della politica nazista di sterminio si disponga di una vasta quantità di documenti e di informazioni verificabili. *Abbondanza di prove* titola un articolo di Georges Wellers, esperto in materia ("Le Monde", 29 dicembre 1978). Francois Delpech, che espone con tutta semplicità *La verità sulla "soluzione finale"* ("Le Monde", 8 marzo 1979) parla di "molteplicità di testimonianze, di documenti e di opere di ogni tipo". Questa non è, evidentemente, l'opinione di un altro specialista, Léon Poliakov:

Solo la campagna di sterminio degli ebrei, per quanto riguarda la sua concezione, come per molti altri aspetti essenziali, rimane immersa nella nebbia. Inferenze e considerazioni psicologiche, resoconti di terza o quarta mano, *ci* permettono di ricostruire lo *sviluppo con* notevole verosimiglianza. Certi particolari, tuttavia, rimarranno sconosciuti per sempre. Per quel che riguarda la concezione propriamente detta del piano di sterminio totale, i tre o quattro protagonisti si sono suicidati nel maggio 1945. Non è rimasto, né forse è mai esistito, alcun documento. Questo è il segreto con *cui i capi* del III Reich, per quanto cinici e millantatori siano stati in altre occasioni, hanno circondato il loro massimo crimine.

Per quale altro argomento ci si contenterebbe di considerazioni psicologiche e di resoconti di terza o quarta mano per definire la ricostruzione notevolmente verosimile? Non appare un'inverosimiglianza psicologica la stessa ultima frase citata? Non posso accontentarmi di questo genere di affermazioni. Non dico che Poliakov abbia torto, o che abbia ragione, ma egli ci offre tutti i motivi per considerare ipotesi quelle che ci presenta come conclusioni. Queste ipotesi sarebbero

quindi da verificare con altri mezzi perché, ci viene detto, non esistono documenti, cosa difficilmente credibile se si ha qualche cognizione del funzionamento della macchina amministrativa tedesca.

Si è quindi sviluppata, in margine alle istituzioni, un'altra scuola, che viene chiamata revisionista, molto eterogenea d'altronde, il cui

[113]

denominatore comune mi pare l'insistenza sul fatto che una parte dell'idea che ci facciamo della Germania nazista derivi direttamente dalla propaganda di guerra alleata, propaganda che non era molto più rispettosa della verità di quella di coloro che contrastava. Nessuno del resto negherà che questa propaganda ci sia stata, né che abbia potuto avere un accentuato aspetto menzognero. Il "mondo libero" ci ha abituato, in occasione delle sue guerre imperiali, a campagne di manipolazione molto efficaci: la guerra d'Algeria, le operazioni della CIA, l'Indocina, ecc. Si potrebbero moltiplicare gli esempi *ad nauseam*. Lo sanno tutti, ma forse non si ha la consapevolezza che gli effetti di una propaganda non si esauriscono dopo che è stato vissuto l'evento che rie ha provocato lo sviluppo. Per quanto concerne la Germania nazista, sembra che nessuno si sia dato la pena di delimitare chiaramente ciò che è propaganda, invenzione dei testimoni, affabulazione ufficiale e ciò che rientra nella categoria dei fatti verificabili.

Ma quest'operazione è stata fatta per la prima guerra mondiale e potrebbe servire come modello.

Qui non possiamo dibattere a fondo l'argomento. Non sono uno storico della Germania, ma il problema consiste proprio nel fatto che questa corrente non è riconosciuta, che la sua esistenza viene soffocata dalla stampa. Il caso Faurisson sembrava proprio una specie di sfondamento della scuola revisionista, tanto più brusco e inopinato in quanto essa era soffocata da lungo tempo.

Occorre conoscerla un po' per comprendere la critica che le rivolge Francois Delpech:

I "revisionisti" utilizzano un vecchio metodo politico di cui è inutile dimostrare l'efficacia: l'ipercritica. Il procedimento consiste nel cercare, all'interno dell'immensa letteratura dedicata alla persecuzione nazista, forzatamente molto disuguale, errori o esagerazioni, che vengono gonfiati e sottolineati all'infinito per gettare il sospetto sull'insieme e negare tutto in blocco. E' da parecchio tempo che gli storici denunciano la critica esagerata e considerano vero o molto probabile ogni fatto testimoniato da due fonti indipendenti e bene informate, con riserva di ulteriore verifica. Essi accettano di buon grado e persino auspicano le obiezioni e le ridiscussioni, purché siano ragionevoli e fondate su argomenti seri. Non è il caso dell'odierna campagna che tende a far dubitare della realtà dell'olocausto. E' comunque

[114]

rischioso rispondere all'ipercritica, perché è possibile affogare nel particolare e perdere di vista l'insieme.

Si può, in principio, rispondere che la nozione di ipercritica viene impiegata di rado in quanto essa è instabile e perfino, in certo qual modo, contraddittoria. Se, come dice il vocabolario, significa "critica minuziosa, esercizio sistematico del dubbio" non vi è nulla di veramente riprovevole. Cartesio era quindi un ipercritico. Se si vuol dire che la critica non è più la critica, che il dubbio non è più il dubbio, perché negare l'evidenza non è un dubbio ma una certezza, allora la parola non ha neppure più senso. Ma andiamo avanti.

E' divertente vedere attribuita agli storici l'idea ingenua della deontologia giornalistica, con la faccenda delle due fonti indipendenti che si confermano. Nessuno lavora con un simile metodo. Ci sono le fonti buone e le fonti cattive e l'astuzia sta nel valutarle in modo corretto, in quanto evidentemente non è quasi mai possibile assicurarsi che due fonti siano indipendenti l'una dall'altra. Ma mi colpiscono soprattutto le parole "con riserva di ulteriore verifica". Ulteriore rispetto a che cosa? Non è forse la porta aperta alla discussione, se per caso la verifica tarda o si rivela impossibile? Osserviamo anche l'onestà che consiste nell'auspicare le "obiezioni e le ridiscussioni" fondate su "argomenti seri". Si potrebbe credere che lo storico, impegnato a dissipare ogni dubbio, voglia dimostrare che gli argomenti di Faurisson non sono seri e non resistono all'analisi. "Non è il caso", dice a definitiva confutazione, e aggiunge che si rischierebbe di "affogare nel particolare".

Ecco dunque buona parte dei suoi colleghi condannati alla disoccupazione per aver commesso l'effrore di dedicarsi ai dettagli. Si sarà capito che l'ipercritica si rivela preziosissima per salvarsi dall'annegamento, cui non si esita a condannare il pesce.

La cosa più incredibile, quindi, per chi si occupa di questo problema, è, tra l'enormità dei fatti e la generalità della loro rappresentazione, la ristrettezza delle fonti, se si scarta la massa di testimoni che non hanno visto, ma hanno sentito dire. E' davvero stupefacente constatare che il pezzo forte è l'insieme delle confessioni dei comandanti dei campi tedeschi passati dinanzi ai tribunali alleati. Se si vuole per un istante immaginare la situazione di questi uomini vinti, che si giocavano la vita nelle mani dei loro carcerieri, un piccolo gioco in cui verità e menzogna erano gli elementi

[115]

di base di una tattica di sopravvivenza, non ci si può dire pronti a prendere tutte le loro dichiarazioni per oro colato. Ma che cosa prendere e che cosa lasciare? Non esistono studi esaurienti di tutti i processi fatti ai responsabili nazisti in Germania, in Polonia, nell'URSS, in Francia, ecc. Non tutti hanno accesso agli archivi, ma tutti possono procurarsi un brivido di spirito critico rileggendo le confessioni di Höss, uno dei comandanti di Auselwitz, possono rilevare le incoerenze e le stranezze, tenendo presente che scriveva in prigione con l'assistenza di un giudice istruttore polacco, prima del suo processo e con la prospettiva della forca. Ecco un piccolo esercizio di critica alla portata di tutti e molto salutare.

Altri documenti provengono da testimoni involontari od occasionali; i più noti sono Gerstein, Kremer, Nyiszli, ecc. Non spetta a me entrare nel vivo dell'argomento. Dirò soltanto che le stranezze abbondano, che sono certamente note agli autori che basano le loro tesi su queste testimonianze e che vi appiccicano spiegazioni che sono, a mio avviso, discutibili, ossia che si dovrebbero sottoporre a verifica. E' una parte importante del dibattito, che in realtà non si è svolto.

Gli elementi nuovi, in campo documentario, sono rari. Tuttavia, come prevedeva l'autore revisionista americano A.R. Butz, i servizi segreti americani avevano nei loro archivi delle foto aeree, prese nel 1944 a bassa quota, del complesso di Auschwitz. Tecnici della CIA ne hanno pubblicato una serie che si sono sforzati di confrontare con gli elementi storiografici forniti dalle commissioni d'inchiesta polacche. Queste foto risalgono al 4 aprile, al 26 giugno, al 26 luglio e al 25 settembre, ossia a quando, se si rilegge Léon Poliakov, le cremazioni raggiungevano le cifre più elevate: da 12.000 a 15.000 al giorno in maggio - giugno e perfino 22.000, secondo la testimonianza del dottor Robert Lévy (citato da Poliakov, il quale osserva che secondo una fonte polacca la capacità dei crematori era di 12.000 cadaveri al giorno e riporta l'indicazione di Höss su una capacità massima di 4.000; nessun commento sull'incoerenza assoluta tra tutte le cifre; come se non se ne rendesse conto. Al lettore decidere). Le foto mostrano i dintorni dei crematori deserti. Niente folla, niente agitazione visibile, nessuna attività. Si vede una volta un gruppo di detenuti vicino ad un treno non lontano dai crematori. Il testo annota: "Benché i superstiti ricordino che fumo e fiamme uscivano continuamente dai

[116]

camini dei crematori e che erano visibili a chilometri di distanza, la fotografia che abbiamo esaminato non ne fornisce alcuna prova" (p. 11). Il resto è simile. I due esaminatori, che hanno il testo polacco tra le mani, evidentemente non si sognano neppure per un istante di mettere in dubbio alcunché. Cercano semplicemente di reperire sulle foto gli elementi d'informazione che possiedono, ma, stranamente, queste foto non servono a nulla. Se ne ricava tutt'al più che non confermano quanto è scritto circa l'utilizzazione dei crematori. Senza essere dei maniaci dell'ipercritica, si può auspicare che simili contraddizioni non vengano semplicemente lasciate così come sono.

Il L'aria del tempo, il tempo si copre

Sento l'obbligo di partecipare al lettore le convinzioni che un breve studio di questo enorme dossier ha suscitato in me. Una sola, inflessibile, solidissima: si può dubitare che le cose siano avvenute in questo modo. La versione della storia dello sterminio così come viene presentata nella dichiarazione degli storici e nell'articolo di Francois Delpech, che riprendono quella di Poliakov e di numerosissimi libri, la quale a sua volta riprende i lavori un po' affrettati, non esenti da certi

pregiudizi, del Tribunale militare interalleato di Norimberga, questa versione, che ha tutti i caratteri di un credo universale, mi sembra soffrire di sorprendenti fragilità. Ha le virtù di un'ipotesi coerente in apparenza, confortata da documenti interpretati sele(tivamente. Non si è pensato che sono ugualmente possibili e ragionevoli altre interpretazioni. Questa versione delle cose lascia troppe domande senza risposta per poter essere considerata da esseri razionali come definitivamente accettabile.

Per il resto, non so. Ci sono state camere a gas ad Auschwitz e altrove? Faurisson e altri pensano di no. Conosco le loro argomentazioni, conosco quelle di coloro che sostengono il contrario, sono incapace di decidere. Perché poi, anche se ci si potesse assicurare che era impossibile che le cose avvenissero come sostengono le testimonianze di valore dubbio, potrebbe essere accaduto qualcos'altro, ad un ritmo meno rapido, su scala più ridotta. Non vedo come, allo stato delle ricerche, potrei in coscienza decidere. Sarà compito, credo, di una prossima generazione di storici di professione.

[117]

Ci sono state deportazioni e morti in quantità enormi. Le cifre che se ne danno sono semplici stime e le discordanze al riguardo sono notevoli. Sulla base della certezza che l'enorme maggioranza dei deportati ebrei sia stata gassata, non si è mai fatta una ricerca seria su ciò che è capitato ai deportati dopo la loro partenza, su scala globale. Le cifre stesse della deportazione non sono note che con estrema imprecisione. Si sa ad esempio che un istituto ufficiale francese si rifiuta di renderle pubbliche. Per altri paesi, non si sa nemmeno se i dati siano stati raccolti. Sicuramente ci sono state gassazioni artigianali, ma la questione dei metodi industriali di sterminio non viene discussa in modo da rispondere a tutte le domande che ci si sente in diritto di porre sul funzionamento di ogni altra impresa industriale, in un altro contesto. E' ciò che ho chiamato il come del perché. (Come osserva R. Faurisson, nessun tribunale ha mai ordinato una perizia tecnica di una camera a gas. Non pare nemmeno che sia stato sollecitato il parere di ingegneri o di chimici sul funzionamento di complessi "crematorio-camera a gas" e sui particolari tecnici del loro funzionamento; l'uso di gas cianidrico come disinfettante è tuttavia ben conosciuto: ci sono norme per la sua utilizzazione in numerosi eserciti ed amministrazioni civili risalenti a prima della seconda guerra mondiale.) Tutto ciò converge verso un insieme di dubbi lan2inanti, che include ma supera la specifica questione dell'esistenza delle camere a gas. Se si vuole riconoscere, a me come ad altri, il diritto di sapere, si farebbe bene a non frapporte ostacoli, a non porre condizioni ad inchieste che dovranno un giorno dissipare la "nebbia" di cui parla Poliakov.

Molti tra i miei amici sono spaventati. Che io lo voglia o no, mi dicono, anche con le più nobili motivazioni, sollevare questo genere di domande rimette in forse la realtà del genocidio, dà argomenti agli antisemiti e aiuta la destra. Inoltre, aggiungono i più preoccupati per la mia tranquillità, tu stesso sarai associato agli antisemiti.

Pesante responsabilità, gravi rischi davvero, se per caso avessero ragione loro. Che cosa si può fare contro delle voci, contro delle deformazioni, dovute forse a sincera indignazione, a perfidie in cui i sentimenti s'accavallano? Non sono uno che ricorre ai tribunali, non mi batterei, non stimo tanto colui che insulta da rendergli la pariglia. Non ho, come protezione, che il buon senso altrui, la certezza che un malinteso si può dissipare con un po' di buona

[118]

volontà e soprattutto l'assicurazione che si può vivere con i propri simili anche sopportando dei disaccordi. Dopo tutto, non c'è molta gente della mia generazione politica con cui mi sia sentito sempre d'accordo su tutto. L'affare non è quindi personale, ma, di fronte all'insistenza, che i miei scritti rispondano per me. Respingo anche l'idea che si potrebbero offrire argomenti agli antisemiti. Costoro non ne hanno bisogno: dietro di loro hanno una solida tradizione di falsi, di menzogne e di calunnie, più che sufficiente.

Aiutare la destra è invece un'obiezione che merita di essere analizzata. Si osserverà innanzitutto che non si tratterebbe certo di un aiuto diretto. Ma semplifichiamo ancora l'obiezione, riducendola al suo nucleo centrale: togliere un crimine enorme dal catalogo delle ignominie naziste significherebbe

riabilitare il III Reich o "banalizzarlo", collocandolo sullo stesso piano di altri regimi politici. Ma questa è confusione: si attribuisce agli autori che mettono in dubbio l'esistenza delle camere a gas l'intenzione di mettere in dubbio tutti gli altri orrori, molto meglio conosciuti e verificati. Non è che un procedimento polemico. Per quanti vogliano combattere la peste bruna per non vederne mai più il ritorno, il problema sta nel valutare il mezzo a ciò adeguato: accumulare il massimo di storie atroci, col rischio di vedersi rinfacciare delle esagerazioni o anche delle invenzioni, oppure delimitare un insieme di verità inconfutabili, forse meno stupefacenti per la fantasia, ma indubitabili.

Ho così constatato con sorpresa che nella letteratura specializzata non si fa mai menzione di un fatto di cui ho inteso o parlare mille volte: il sapone che sarebbe stato fabbricato coi cadaveri degli ebrei. Ma queste saponette sono state viste. Confesso di provare un certo sollievo all'idea che questi oggetti ripugnanti siano mitici come i chiodi della santa croce, i peli della barba del profeta, il dente di Buddha, che ho visto qua e là.

Osservo anche che uno dei trentaquattro storici firmatari, E. Le Roy Ladurie, riprendendo le cifre fornite da un demografo sovietico dissidente che imputa allo stalinismo un'eliminazione netta di 17 milioni di persone, apporta un po' di sollievo: scartando calcoli di fantasia e incredibili come quelli di Solzenicyn (60 milioni), egli circoscrive il fenomeno, cerca di renderlo intellegibile e fornisce una base molto più probabile e verosimile per un giudizio, per una valutazione morale e politica. Nessuno, mi sembra, ha accusato Le Roy Ladurie di volere in certo qual modo "banalizzare"

[119]

lo stalinismo o riabilitarlo. Si sa d'altronde che egli ne è guarito. Si nota invece che si tratta di stabilire un elemento incontestabile e tanto più schiacciante di questo fenomeno, in un processo che è tutto da istruire, in quanto i successori di Chruscëv vi hanno rinunciato.

Allora, due pesi, due misure? Non credo. La differenza è che le affermazioni di Le Roy Ladurie riprendono quelle di un dissidente sovietico dal quale ci si aspetterebbe che faccia piuttosto come Solienicyn, cioè che esageri. Il fatto che egli ridimensioni le stime correnti viene considerato come prova del fatto che la sua unica preoccupazione è quella della verità. Le affermazioni dei revisionisti riguardo alle camere a gas e la cifra, relativamente ridotta, delle vittime della deportazione non sono in genere attribuite a una pura preoccupazione di verità. Si suppone che siano strumentali, che utilizzino in mala fede le lacune della documentazione o che sfruttino il carattere congetturale delle cifre abitualmente fornite. (Si sa che la cifra di sei milioni è una stima priva di carattere scientifico e che è oggetto di discussione all'interno della stessa tendenza storica; esistono, con gli stessi metodi, stime nettamente più alte e altre nettamente più basse. Non vi è alcuna ragione di affermare, come fanno alcuni, che non si conoscerà mai la cifra esatta, finché tutti gli archivi non saranno stati esaminati. Non è affatto vero.) Si nega fiducia alle argomentazioni dei revisionisti perché essi sembrano trarre un profitto politico dalla riduzione del numero delle vittime, mentre il dissidente sovietico che fa la stessa cosa sembra perdere un vantaggio politico. Sarebbe così se si trattasse di una destra che, sotteraneamente, cercasse di scalzare la condanna morale di cui il nazismo è pressoché universalmente oggetto. Che alcuni, individui o gruppi, manifestino questo tipo di duplicità, è non solo possibile, ma probabile. C'è, tra gli autori revisionisti (io detto che questa "scuola" è eteroclita), qualcuno che è nazista da un punto di vista ideologico. Altri non lo sono. Ma questa questione deve passare in secondo piano se si fa in modo che il criterio della produttività politica di un'affermazione non coincida col criterio della verità dei fatti. Per concludere questo esempio, farò notare che Le Roy Ladurie non ha evidentemente i mezzi per verificare in modo diretto le affermazioni del demografo sovietico e non lo pretende; lui non fa che esporre queste affermazioni mettendo in guardia contemporanea-

[120]

mente sulla probabilità che siano vere, perché né lui né il dissidente ne traggono profitto. Ma, nel fondo, ci troviamo nell'impossibilità di sapere se ciò che viene detto è vero. Noi modificheremo il giudizio corrente che abbiamo in testa per adottare quello che Le Roy Ladurie propone, a causa del criterio dell'interesse politico del suo autore: è evidentemente molto vago e, in seconda istanza, non

accetteremo questa cifra che a titolo provvisorio, aspettando di meglio. Ma non si può elevare a regola di accettare un'affermazione solo persuadendosi che il suo autore non abbia alcun interesse politico nel farla. Se ci comportassimo così rigetteremmo come falsa qualsiasi affermazione che confermasse un punto di vista stabilito. La realtà è molto più ambigua, anche senza insistere sul fatto che non si controlla sempre bene il modo in cui altri intendono i propri interessi politici.

La propaganda suscita la contropropaganda e si perde la testa (oggi si dice la credibilità.) a sposare l'una o l'altra, in nome di interessi che sono per natura mutevoli. Per alcuni, e per me, la verità è l'unica arma che non può rivolgersi contro colui che l'utilizza. Che l'interesse politico coincida o no con essa è questione di circostanze, di scelta, di morale politica.

I miti politici sono come palle di neve: più rotolano, più s'ingrossano. Ne abbiamo avuto un esempio recentemente. Qualche furbastro lancia la voce: "Bokassa antropofago". Si capisce immediatamente, leggendo con attenzione qualche buon giornale, che si tratta di una frottola. Non importa, la leggenda parte; una graziosa cortina fumogena per giustificare a cose fatte l'intervento militare francese in Centro Africa. Bisognava anestetizzare l'opinione pubblica, soprattutto quella africana.

Il meccanismo di queste faccende è semplicissimo: esagerare, abbellire con dei particolari cui non si penserebbe spontaneamente e che vengono spacciati per realtà. Gli hitleriani eccellevano in questo giochetto, ma i comunisti e i democratici occidentali non sono da meno. La ricerca faticosa, spesso sgradevole, a volte impossibile, della verità non aiuterà nessuna delle forze politiche che basano il loro dominio sull'ignoranza e la menzogna. E se si scoprisse che c'è qualche verità sgradevole da rilevare nella storia degli anni Quaranta, sarebbe meglio che fosse la destra a trarne merito, a servirsi come di un'arma, oppure la sinistra? E se non c'è nulla da scoprire, se si incide l'ascesso e si arriva pressap-

[121]

poco alla stessa conclusione che è in vigore attualmente, che cosa avremmo perso?

Molti, in conclusione, saranno d'accordo con ciò che abbiamo detto. Essi opporranno però un'ultima obiezione, che ritengono risolutiva: non è il momento di porre questo genere di problema, l'antisemitismo risolve la testa, guardate i libri che escono, i volantini, gli attentati. Risponderò che bisogna mantenere la calma, che a guardar bene non succede niente di diverso da prima; che una certa inquietudine cresca nella comunità ebraica è possibile, ma l'inquietudine cresce un po' dappertutto. L'idea che l'antisemitismo aumenti è un'idea che è stata sempre ripresa dalla fine della guerra: non c'è mai stato un periodo in cui si sia detto che diminuiva. E quindi una falsa idea, un'illusione di prospettiva. Se si dovesse attendere che scompaia, si rimanderebbe tutto alle calende greche. Non bisogna farsi illusioni: la questione dell'esistenza delle camere a gas è già stata affrontata varie volte negli ultimi vent'anni, lo sarà ancora, che se ne parli o no. Articoli e libri si accumulano e ricevono una sola risposta: il problema non esiste. In Germania, sono proibiti e i loro autori puniti. È una tattica miope, che non fa presagire nulla di buono. Non si deve reprimere, a questo riguardo. E' però proprio ciò che una parte della sinistra ha creduto di dover fare. Io ho altre proposte da presentare e sono le seguenti:

1) -- Fermare le persecuzioni giudiziarie contro Faurisson (o altri). I tribunali non sono in grado di risolvere alcunché. Inoltre, non trovo onesto attaccare un uomo con l'unico pretesto che le sue opinioni sono sconvolgenti. Non solo è troppo facile, ma è stupido nascondersi dietro le leggi.

2) -- Aprire un dibattito di metodologia storica. Occorre indubbiamente cominciare coll'esaminare le argomentazioni di Faurisson e dei revisionisti, senza esitare ad "affogare nei particolari". Sono i particolari che contano! Sarebbe auspicabile che un gruppo di storici accettasse di dedicarsi a questo compito. Il luogo e la forma del dibattito saranno fissati da coloro che vi si vorranno impegnare.

3) -- Dotarsi degli strumenti per ampliare le fonti. Occorrerebbe chiedere valutazioni e perizie tecniche. Oltre a ciò, vi sono archivi che non sono stati ancora sfruttati, in particolare gli archivi tedeschi che bisognerebbe inventariare negli Stati Uniti, in Francia e naturalmente, innanzitutto, nell'Unione sovietica. Non riterrei inu-

[121]

tile un passo presso le autorità governative perché agissero nei loro negoziati coi sovietici affinché l'accesso a tali archivi diventasse una contropartita per i vantaggi da loro richiesti.

4) -- Far conoscere pubblicamente i risultati di tali ricerche, evitando di dar loro un carattere di verità ufficiale. E' importante che queste cose rimangano tra gente onesta, il che implica che non vi si mescolino i poteri pubblici e politici, sindacali, religiosi, ecc.

Non so se chiedo *troppo*. Mi sembra che sia il minimo che si possa faire.

14 ottobre 1979

+++++

Prima parte da Serge Thion, *Vérité historique ou vérité politique? Le dossier de l'affaire Faurisson. La question des chambres à gaz*, Paris, La Vieille Taupe, 1979, pp. 13-45. Il titolo era:

Le comment du pourquoi (il come dello perché).

Prima traduzione italiana: *Il Caso Faurisson*, a cura di Andrea Chersi, [1981], p. 49-72. Le note sono assente.

Nova traduzione in *Il Caso Faurisson e il revisionismo olocaustico*, Graphos, 1997, pp.100-122.

Anche la, le note sono assente.

L'assassinat d'Ilan Halimi : «C'est un complot sioniste»

Le mythe du complot (6)

Extrait de L'Arche n° 577, mai 2006

Numéro spécimen sur demande à info@arche-mag.com

Reproduction autorisée sur internet avec les mentions ci-dessus

L'enlèvement et l'assassinat d'Ilan Halimi ne sont pas ce que vous croyez. C'est un complot sioniste visant à faire échouer le projet d'abrogation de la loi qui réprime le négationnisme, dite « loi Gayssot ». **Heureusement que nous avons en France quelques valeureux combattants du négationnisme, comme Robert Faurisson, Roger Garaudy, Pierre Guillaume et Serge Thion** (ce dernier est un ancien militant d'extrême gauche et ancien chercheur au CNRS, dont il a été licencié parce qu'au lieu de travailler sur le Cambodge il publiait des textes antisémites et négationnistes), pour déjouer les plans sionistes et faire connaître la vérité sur l'imposture du prétendu Holocauste.

On apprend tout cela dans un article signé du pseudonyme « Serge Noith » (où a-t-il trouvé cela, on se le demande), intitulé « Ça sent le Carpentras », daté du 26 février 2006 et publié successivement sur le site islamiste Quibla.net et sur dieudo.net/2007, le site de campagne de Dieudonné, candidat à la présidence de la République.

L'article commence par cette phrase : « Aujourd'hui les rues de Paris sentent furieusement le Carpentras. » Pour qui ne l'aurait pas compris, Carpentras c'est la profanation du cimetière juif qui, en 1990, avait ému la France entière. Or l'affaire de Carpentras, révèle l'auteur, était « une provocation grotesque » qui avait débouché sur « une grande communion nationale de prosternation devant l'Étoile de David ». En vérité, les auteurs de la profanation étaient « manipulés par la Sécurité Militaire ». Les Français « s'étaient fait rouler dans la farine par Joxe, ministre socialiste de l'Intérieur, par les organisations sionistes et par la presse qui avait suivi le mouvement, comme toujours ». **À quelles fins ? « Le résultat le plus durable de cette esbroufe avait été le passage sans douleur et sans réelle opposition de la loi Gayssot. »** Pour ce qui est du lien entre la loi Gayssot et la Sécurité Militaire, peut-être « Serge Noith » en sait-il le secret mais il ne le partage pas avec les lecteurs de Quibla et de Dieudo.net.

Retour à Paris, en 2006. « L'affaire du jeune homme enlevé, torturé et tué par des voyous, sent le Carpentras à plein nez. » **Les auteurs de la manipulation sont « les éléments les plus extrémistes de la droite hypersioniste à Paris ».** Pourquoi ? Là encore, « Serge Noith » a la réponse. « Ne cherchons pas loin : **un fort vent de contestation de la loi Gayssot s'est levé en décembre dernier.** Elle a subi une avalanche de discrédits. On la classe désormais dans ces lois liberticides qu'il faut abroger ! Il fallait

s'attendere à une réaction de la part de ceux à qui elle fournit un énorme privilège d'impunité. »

L'article de « Serge Noith » paraît, rappelons-le, le 26 février 2006, c'est-à-dire le jour même où une marche a lieu à Paris et dans plusieurs villes de province à la mémoire d'Ilan Halimi. Et « Serge Noith » d'alerter ses lecteurs : « Regardez bien la tête de ceux qui vont défiler aujourd'hui : ce sont ceux qui cherchent à détruire nos libertés. » Un dessin ?

Pour recevoir à titre gracieux un numéro d'essai de L'Arche :
envoyez votre adresse à
L'Arche : 39, rue Broca 75005 Paris
- ou par télécopie au 01 42 17 10 31
- ou par courrier électronique à info@arche-mag.com

Droits de reproduction et de diffusion réservés © **L'Arche** 2006

A Parigi e in altri centri, politici, religiosi e cittadini in piazza dopo il sequestro e l'uccisione di un giovane commerciante ebreo

Francia, contro l'antisemitismo tanti cortei nel nome di Halimi

Cacciato al grido di "razzista" l'**ultraliberale Philippe de Villiers**
Il rabbino capo Sitruk: "Il popolo francese è più che sdegnato"



La manifestazione a Parigi contro il razzismo e l'anti-semitismo

PARIGI - Decine di migliaia di persone sono scese in piazza stasera a Parigi ed in altre città francesi, per denunciare il razzismo e l'antisemitismo dopo l'uccisione di un giovane commerciante ebreo, sequestrato, tenuto prigioniero per tre settimane e torturato da una banda di ragazzi della banlieue che aveva chiesto una forte somma di danaro per il suo riscatto. Il cadavere di Ilan Halimi, 23 anni, è stato trovato nudo e con segni di ustioni e di ferite mortali di arma da taglio.

Secondo la polizia erano 33.000 le persone che hanno sfilato da place de la Republique a place de la Nation. Gli organizzatori danno invece altre cifre: il Consiglio rappresentativo delle istituzioni ebraiche (Crif) parla di 200.000, e Sos Razzismo di 80.000. "E' per noi una consolazione - ha detto il presidente del Crif, Roger Cukierman, che ieri aveva annunciato 100.000 manifestanti - vedere questa mobilitazione di persone, malgrado il freddo, giunte per esprimere la propria solidarietà alla famiglia di Ilan e alla comunità ebraica".

Al corteo c'erano anche esponenti del Fronte Nazionale, il partito d'estrema destra di Jean-

Marie Le Pen, quasi nascosti tra la folla. La loro presenza non era gradita da alcune delle associazioni che avevano organizzato il corteo, perchè gli uomini di Le Pen sostengono che l'omicidio di Ilan è "il risultato di 40 anni di immigrazione incontrollata". **Così come non era gradito il presidente del Movimento per la Francia, l'ultraliberale Philippe de Villiers**, che è stato infatti cacciato da membri del servizio d'ordine prima ancora che la manifestazione cominciasse. De Villiers, che recentemente aveva denunciato "l'islamizzazione della Francia" e "il nuovo antisemitismo", è stato costretto ad abbandonare place de la Republique, dove era stato accolto al grido di "razzista, razzista".

Dietro lo striscione che apriva il corteo, con la scritta "La Francia contro il razzismo e l'antisemitismo" c'erano invece i personaggi politici e religiosi: **il ministro dell'interno Nicolas Sarkozy, il segretario socialista Francois Hollande, il presidente dell' Udf, Francois Bayrou, il cardinale Jean-Marie Lustiger, lo scrittore Marek Halter, il presidente del Consiglio rappresentativo delle istituzioni ebraiche, Roger Cukierman, il presidente di Sos Racisme, Dominique Sopo.** E c'erano Simone Weil, l'ex primo ministro, il socialista Lionel Jospin, il presidente dell' Assemblée nazionale, il gollista Jean-Louis Debrè e l' intellettuale Alain Finkielkraut. "Non c'è una connotazione politica - ha commentato il rabbino capo di Francia, Joseph Sitruk - questa è una manifestazione del popolo francese, che è più che sdegnato da ciò che è accaduto".

Il corteo è passata davanti al negozio di telefonia dove lavorava il giovane Ilan, rapito il 21 gennaio e rilasciato agonizzante dopo tre settimane di calvario vicino a una stazione ferroviaria della banlieue. Davanti al negozio qualcuno ha intonato l'inno nazionale, la Marsigliese - fra loro c'era anche Jospin - altri giovani ebrei gridavano invece "vendetta per Ilan". La manifestazione, tranne l'incidente iniziale di cui è rimasto vittima Philippe de Villiers, si è svolta senza altri problemi. In tutta la Francia si sono svolte altre manifestazioni in memoria di Ilan, come a Lille, Bordeaux, Marsiglia, Lione e a Orleans.

(Repubblica, 26 febbraio 2006)

11 SEPTEMBRE: QUELQUES SUPPOSITIONS

par Serge Thion

24 novembre 2001

[Serge Thion est sociologue et militant "tiers-mondiste". Professeur au CNRS durant trois décennies, il en a été exclu à cause de ses prises de position jugées "négationnistes". Comme Roger Garaudy, l'abbé Pierre, Gilles Perrault, Jacques Vergès, ou même Noam Chomsky et Norman Finkelstein, Thion a été vivement critiqué et calomnié. Il n'est pourtant ni raciste (au contraire), ni fasciste, ni néo-nazi, ni antisémite (antisioniste, oui, mais pas antisémite). On peut tout juste lui reprocher de s'être malencontreusement exposé en compagnie de gens qui l'étaient. Mais cela n'enlève rien au bien-fondé et à l'acuité de son analyse actuelle dans un domaine tout à fait différent.]*

* Norman Finkelstein, historien juif américain, auteur du livre *L'Industrie de l'Holocauste*, s'est vu traiter de "négationniste" ("*Holocaust denier*") par les crétins de la soi-disant Anti-Defamation League (ADL), un des piliers du lobby sioniste américain. Il est pourtant de notoriété publique que les parents de Finkelstein étaient des rescapés des camps de la mort d'Auschwitz et de Majdanek. Le rôle de l'ADL consiste en fait à diffamer les adversaires de la politique d'Israël, à les faire boycotter et à les ruiner en leur intentant des procès en série.]

D'abord, il faut dire que la version officielle donnée par les autorités américaines de ce qui est arrivé à New York, Washington et ailleurs le 11 septembre 2001, n'est pas croyable. Ces mêmes autorités, au moment où elles nous fournissaient la première version de ce que nous appellerons l'Explication Ben Laden, ont d'ailleurs reconnu qu'elle était incroyable et qu'elle serait étayée, dans les jours et les semaines à suivre, de preuves. Ces preuves, deux mois plus tard, n'ont pas été apportées. La tentative grotesque du polichinelle anglais, Blair, de justifier l'Explication Ben Laden, était précédée d'un amusant avertissement insistant sur le fait que les prétendues preuves fournies ne tiendraient pas une minute devant un tribunal quelconque, ce qui était bien une façon de redire que cette explication était incroyable.

Depuis le 11 septembre, plusieurs milliers, sinon plusieurs dizaines de milliers de policiers, du FBI mais aussi des services de police de très nombreux pays, des milliers d'espions de tout poil, y compris ceux qui ratissent les villas abandonnées de Kaboul, se sont lancés dans une traque de Ben Laden et de ses associés putatifs, sans que l'on puisse retracer autre chose qu'une vague nébuleuse d'activités liées à plusieurs conflits où sont engagées des fractions islamistes. L'Explication Ben Laden n'a jamais décollé.

L'idée qu'un groupe particulier, identifiable, de militants que l'on pourrait qualifier d'islamistes, a, de lui-même, avec ses propres moyens, planifié, organisé et perpétré l'attentat du 11 septembre, sous la tutelle d'une sorte de directorat rassemblé autour de Ben Laden n'a pas encore reçu de confirmation probante de la part des autorités qui ont tous les moyens de faire la lumière sur cette affaire. Nous ne parlons pas ici des zones d'ombres, sur lesquelles nous reviendrons, mais du principe général de l'explication des événements.

Cette explication est incroyable et je ne la crois donc pas. Mais avant d'entrer plus avant dans les raisons de notre incroyance, il faut rappeler une évidence. Il y a eu complot. Pour quelqu'un comme moi qui a toujours manifesté la plus grande des réticences devant les théories qui expliquent les événements historiques par des complots ou des conspirations, théories qui ont reçu le sobriquet péjoratif de "conspirationnistes", il est évident que les événements manifestement coordonnés du 11

septembre sont le produit de la coopération secrète d'un nombre non négligeable d'individus, disposant de moyens sur lesquels on peut épiloguer. **Par conséquent, sans aucunement se "convertir" au conspirationnisme, il faut postuler une conspiration comme origine de la force motrice qui a mis les événements en mouvement.**

Pourquoi l'Explication Ben Laden est-elle incroyable? Parce qu'on ne planifie pas une opération aussi vaste et complexe, dans un pays comme les Etats-Unis, à partir d'un autre pays totalement dénué d'infrastructures, dont les rarissimes téléphones satellitaires sont évidemment écoutés par Echelon, où toute communication avec l'étranger doit se faire, péniblement et tortueusement, en déplaçant des personnes.

L'Explication Ben Laden est incroyable parce qu'on ne connaît aucune cause, aucun mouvement politique qui soit capable de trouver vingt militants prêts, au jour dit et à l'heure dite, et après de complexes mouvements d'approche, à se suicider ensemble. On connaît assez bien les pratiques qui entourent les attentats-suicides, qui ont été observées au Sri-Lanka, avec les "Tigres de l'Eelam", les indépendantistes tamouls, ou les Libanais et Palestiniens qui ont attaqué, de cette façon, les forces d'occupation israélienne de leurs pays. **Il s'agit toujours d'un individu à la fois**, qui est préparé de longue date, entouré et qui n'est seul pour agir que dans les dernières minutes ou dizaines de minutes de son acte. Tout ce qu'on connaît de ces situations paroxystiques rend extraordinairement implausible qu'une organisation aussi vague et floue que celle que nous propose l'Explication Ben Laden ait pu préparer, coordonner, l'acte suicidaire que nous avons pu voir le 11 septembre.

L'Explication Ben Laden est incroyable parce que si une organisation avait réellement coordonné et préparé les kamikazes, elle aurait laissé des traces, que des milliers de policiers lancés dans toutes les directions auraient facilement retrouvées. Or les traces laissées par les auteurs présumés ne montrent aucune organisation, mais juste des existences de personnes qui sont sensibles aux thèmes politiques de l'islamisme et qui en parlent avec leurs connaissances. Ce sont des émigrés et ils se déplacent comme le font tous les émigrés. Aucune sorte de "réseau" n'est apparue et l'on sait ce qu'est un réseau pour l'action clandestine. Les preuves promises par le FBI dans ce domaine, qui est celui de sa compétence, sont singulièrement absentes. Beaucoup d'éléments fournis par le FBI à cette occasion donnent à penser qu'il s'agit de fabrications (lettres, "manuels de pilotage" en arabe ! etc.).

L'Explication Ben Laden est incroyable parce qu'une assemblée de pilotes d'avion américains, civils et militaires, l'a jugée totalement invraisemblable, du point de vue technique, de la technique du pilotage. Les pilotes professionnels sont d'avis que **des pilotes amateurs, dénués d'expérience, n'auraient certainement pas pu tenir les avions sur des trajectoires aussi précises** et délicates. Ils considèrent cela comme une impossibilité absolue. Ils sont également persuadés que des pilotes professionnels, même sous menace de mort, n'auraient pas jeté les avions contre des tours. Si l'on accorde le moindre crédit à ce que pensent ensemble des pilotes civils et militaires, professionnels confirmés, on ne peut croire que dix-neuf émigrés arabes, dont certains ont pris, semble-t-il, quelques cours de pilotage, ont été ceux qui ont amené les avions à s'écraser contre les tours de New York.

Les pilotes pensent aux nouveaux systèmes qui sont en place sur les avions récents et qui permettent, justement pour éviter les détournements, de prendre le contrôle des commandes à partir du sol ou d'un aéronef situé à proximité. Ces systèmes de télé-pilotage sont parfaitement opérationnels et **l'un des pilotes a ainsi raconté comment il avait "convoyé" un gros avion vide de Californie en Australie.** Il était donc parfaitement possible, techniquement, de prendre le contrôle des avions "détournés" le 11 septembre, et de les mettre sur leur trajectoire fatale, **sans que personne, dans l'avion, y compris les pilotes, soit en mesure d'y changer quoi que ce soit.**

Nous proposons donc, à titre de supposition, qu'une volonté extérieure s'est imposée aux quatre (?) avions du 11 septembre. Cette supposition a l'avantage d'expliquer que l'on ne trouve rien de sérieux à mettre à la charge des "dix-neuf" Arabes qui se trouvaient à bord. Cette supposition a l'avantage d'expliquer comment ces événements extraordinaires ont pu avoir lieu, ce que ne peut pas faire l'Explication Ben Laden.

La conséquence de cette première supposition est évidemment une seconde supposition: **cette volonté extérieure, qui a guidé les avions, est américaine.**

A vrai dire, dès le premier instant de réflexion, le 11 septembre, il apparaissait que seules des personnes qui étaient extrêmement familières avec des très nombreux aspects de la vie américaine avaient pu commettre un tel acte. Quand on pense au nombre de règles sociales, pratiques et symboliques qu'il faut observer, pendant des mois, pour aboutir à coordonner de tels actes à un moment bien précis, on a tendance à écarter la possibilité pour de simples étrangers d'être autre chose que des marionnettes dans cette affaire.

Dans tous les cas, on a affaire à une conspiration. Elle peut avoir été arabe ET américaine. L'une peut avoir servi de paravent à l'autre.

Parmi les invraisemblances de l'Explication Ben Laden, on relève tout particulièrement le fait que la CIA et les autres services de renseignement américains n'avaient rien vu venir et n'avaient rien pu prévenir. Et aussi le fait que les avions de chasse qui sont en permanence chargés de la surveillance du ciel dans le district de Columbia n'ont pas été alertés. Certes, on peut attribuer ces "défaillances" à l'état lamentable de ces services, à leur nullité extrême toujours camouflée par des déclarations ronflantes d'autosatisfaction. Il est probable en effet que les services américains souffrent d'une inefficacité proche de la paralysie. Quiconque a vécu aux Etats-Unis, sous le poids de leur bureaucratie autoritaire et monstrueuse, sait qu'elle tourne en grande partie à vide.

Il est temps de présenter en entier notre supposition: un groupe très proche des sommets du pouvoir américain se réunit pour former une conspiration. Elle est rendue nécessaire, aux yeux des conspirateurs, que nous supposons, répétons-le, très proches du pouvoir réel (l'armée, les banques, les grandes entreprises) par plusieurs facteurs: la situation économique des Etats-Unis se dégrade et une crise s'approche. Bush junior a eu beaucoup de mal à arriver à la Maison Blanche, il est mal élu et, comme l'imbécile qu'il est, il se précipite sur des positions isolationnistes, qui ne peuvent qu'accroître les difficultés et les remous qui vont se présenter. L'Amérique a perdu beaucoup de ses moyens pour imposer des alliances et on voit son isolement grandir dans les forums internationaux, Seattle, Gênes, Durban.

Parallèlement se pose la question du contrôle des énormes ressources pétrolières qui ont été identifiées en Asie Centrale. Elle deviendront nécessaires quand celles du Golfe vont commencer à décliner, dans une vingtaine d'années. Depuis dix ans, toutes les tentatives américaines, essentiellement diplomatiques et commerciales pour mettre la main dessus, ont échoué à cause de la résistance des Russes, qui ont les moyens d'imposer leurs volontés aux Etats issus de l'ancienne URSS, et à cause de la perte de l'Iran, qui est maître des relations géostratégiques dans la région. L'équipe Bush comprend plusieurs spécialistes pointus de ces questions.

En même temps, et c'est là ma seconde supposition, certains groupes islamistes sont à la recherche d'un grand coup à faire contre les Etats-Unis. Les camions d'explosif mal garés dans le World Trade Center, l'attentat au camion explosif dans des immeubles habités par des soldats

américains en Arabie Saoudite, les attentats contre les ambassades US à Nairobi et Dar es Salaam, et contre le navire de guerre *Cole* dans les eaux d'Aden, relèvent tous de la même technique, relativement facile à maîtriser: un type prêt au suicide amène à pied d'oeuvre un véhicule chargé d'explosif et le fait détonner.

On peut supposer que des militants islamistes, infiltrés au Etats-Unis, disposant de temps, d'argent et de quelques complicités locales, essaient d'imaginer quelque chose de ce genre-là. On a parlé de permis de conduire les poids lourds. Les leçons de pilotage permettraient de louer ou d'acheter un petit avion et de s'en servir comme véhicule pour jeter des explosifs.

Bref, ma deuxième supposition est qu'il se tramait quelque chose dans des mouvances islamistes qui n'ont peut-être, avec Ben Laden, occupé à la Djihad en Afghanistan, que des liens de courtoisie. Entre les rudes paysans des montagnes afghanes (ou tchéchènes, ou algériennes) et les occidentalisés qui ont reçu leur éducation secondaire et supérieure, intellectuelle, politique et technique, en Europe et aux Etats-Unis, on peut supposer que le dialogue reste assez formel et assez bref. **La chose que les policiers appellent Al-Qaeda (la base) n'a probablement qu'une existence théorique.**

Ma troisième supposition n'a rien d'extravagant et découle des deux premières: à savoir, les conspirateurs américains qui n'ont en tête qu'une seule chose, sauver l'Amérique de ses démons et de ses faiblesses, apprennent, par leurs services de renseignement que des islamistes arabes préparent quelque chose, un attentat plus ou moins spectaculaire. Or on sait que la plupart des mouvances islamistes ont été financées et aidées par les services américains, depuis fort longtemps. Bien avant l'occupation soviétique de l'Afghanistan (1979), les Américains soutenaient le Pakistan, première création mondiale, à l'époque moderne (1947) d'un Etat fondé sur l'islam comme théologie politique. En effet, cet Etat était fondé sur le déni et le mépris des formes politiques des pouvoirs traditionnels, comme ceux qui prévalaient et prévalent encore en Afghanistan. Les Américains, dans ces contextes, ont toujours cherché à manipuler les mouvements politiques qui affaiblissaient leurs partenaires du monde industriel occidental, vieux rivaux que les Américains ont toujours cherché, depuis le président Monroe et sa fameuse "doctrine", à éliminer, d'abord des continents américains, mais aussi, plus tard, de l'Asie, et du Moyen-Orient, et, dans une moindre mesure, de l'Afrique. La domination du monde est aussi une longue patience.

Par conséquent, pour les conspirateurs américains, il est facile de trouver les intermédiaires qui vont manipuler les militants islamistes installés en Europe et aux Etats-Unis. On va leur faire miroiter la possibilité de frapper un grand coup. Peut-être de détourner tout un tas d'avions en même temps. Il suffit de ne pas les inquiéter par des initiatives brouillonnes des services de renseignement et de faire se tenir tranquilles les services chargés de la protection aérienne. C'est très facile à faire. Le grand patron des services secrets pakistanais, l'un de ceux qui ont mis en place les talibans dans le pays voisin, est justement aux Etats-Unis depuis le 4 septembre. On peut faire la supposition, annexe et non-nécessaire, qu'il vient superviser la mise en place du dispositif.

Une fois les candidats islamistes au grand coup montés dans les avions, le tour est joué. Ils croient à "leur" opération sans se douter qu'ils jouent les figurants pour une autre. C'est le principe de l'arnaque. On prend le contrôle des avions et nous connaissons la suite. Laissons de côté ici les détails de ce qui a pu arriver au Pentagone et en Pennsylvanie. On sait que les photos de ces crashes n'ont pas été rendues publiques. Quelque chose a dû ne pas tourner rond. Ou les pilotes, ou les "détourneurs" ont dû vouloir reprendre en main la situation. Il y a là plusieurs mystères assez épais. Mais notre supposition n'a pas besoin de les éclaircir pour le moment.

La suite est intéressante. Le vice-président et le président, Cheney et Bush junior, sont embarqués

par les services de protection et mis au secret. Il s'ensuit une journée de consultation téléphoniques. On peut supposer que les conspirateurs présumés exposent leurs revendications aux deux paltoquets qui n'ont aucun moyen et ne savent même pas où ils sont. Ils peuvent même être morts dans l'heure qui suit, "victimes du terrorisme". Le président Bush, dont il ne faut pas oublier qu'il est d'une extrême stupidité, se voit mettre en main les conditions préparées d'avance par les conspirateurs. Ils n'ont pas besoin de lui expliquer qu'il y a eu arnaque. Ils obtiennent facilement que Bush change de politique à 180 degrés. L'isolationniste se convertit instantanément à l'interventionnisme tous azimuts et à l'expansion impériale à toute vapeur. On lui fournit le principe d'une alliance internationale ("contre le terrorisme") qui permet au gouvernement américain d'exiger des preuves de soumission. En outre, et c'est là le point le plus extravagant, l'Explication Ben Laden permet de projeter des forces en Afghanistan, et donc de poser les premiers jalons, essentiels, d'une future présence militaire américaine en Asie centrale, là où se trouvent les champs pétroliers du siècle qui s'ouvre.

Certains auteurs ont employé l'expression "coup d'Etat" pour évoquer ce qui s'est passé le 11 septembre et notre supposition les rejoint sur ce point. Si on veut bien comparer ce qu'était la candidature et les débuts de la présidence Bush avec ce qui s'est mis en place au lendemain du 11 septembre, on peut dire qu'il y a eu un coup d'Etat dans les coulisses du pouvoir. En fait, une bonne partie des activités des forces armées américaines échappent à tout contrôle. Le pouvoir civil ignore des pans entiers de l'activité des militaires. Techniquement, les USA ne sont pas loin d'être une sorte de dictature militaire camouflée. L'ancien commandant en chef est maintenant au Département d'Etat. Les jolis oiseaux qui font des sciences politiques dans les universités ne semblent pas avoir la moindre idée de ce qu'est la nature réelle du pouvoir dans le système américain. Le monde de la fiction (films, romans) est sans doute plus proche de la réalité.

Il reste à identifier les conspirateurs, les auteurs du coup d'Etat et de la grande manipulation du 11 septembre. A mon avis, il faudrait les chercher dans l'entourage du **vieux** président Bush. Anciens de la CIA et des grandes boîtes pétrolières, ils ont souffert de l'éclipse imposée par la période Clinton. Ils ont dû avoir l'impression que le jeune Bush était un chien fou qu'il ne fallait pas laisser courir, qu'il allait casser la baraque avec toutes ses bêtises, qu'ils connaissent évidemment encore beaucoup mieux que nous. Il fallait lui faire comprendre qu'il n'était président qu'à titre de doublure. Ils avaient en outre une garantie: le président ne risquait pas de les dénoncer à l'opinion comme des conspirateurs, car il en fait partie lui-même, sans le savoir.

Tout cela est un ensemble de deux suppositions, très économiques du point de vue de la logique. **Tout en affirmant que l'Explication Ben Laden est débile et incroyable, je soumets ces suppositions à la critique. Elles ne me paraissent pas prouvées, pour le moment. On peut les moduler, les raffiner ou les rejeter.** Mais il paraît évident que le monde a besoin d'une explication croyable de ce qui s'est passé le 11 septembre et qui a inauguré une période de renforcement prodigieux des appareils répressifs, la plus grande avancée dans ce domaine depuis la chute du pseudo-communisme (tentative d'éliminer tout ce qui est peu ou prou anti-américain), sans parler de la première tentative d'implantation américaine en Asie centrale, à l'heure où le seul danger pour l'Amérique se trouve, sous forme encore virtuelle, dans la Chine continentale.

Le monde comme magique chambre à gaz

par Serge Thion {1}NOTE 1_1

Copyright © Serge Thion

page maintenue par [Lorenzo Peña](#)

Ce qui relie le gaz moderne aux armes magiques des contes et légendes, c'est son invisibilité et son omnipotence. On lui prête des pouvoirs effrayants et la terreur que suggère son usage vient de l'impossibilité de prédire son emploi. D'autres substances aussi magiques et mystérieuses sont sorties tout armées des cerveaux enfiévrés qui inventent la guerre moderne, et surtout son arme suprême, le palladium de nos empires: la propagande. Nous aurons vu ainsi surgir, pour un bref petit tour sur la scène médiatique, les mycotoxines (la pluie jaune), les chambres à gaz iraniennes, le sarin du métro de Tokyo, les fusées à gaz saddamites, les supposés trafiquants de germes, etc.

Récemment un magazine télévisé, produit par *CNN* et *Time magazine*, a affirmé que l'armée américaine avait utilisé du gaz sarin en septembre 1970 pour «nettoyer» un village laotien où s'étaient réfugiés des déserteurs de l'armée américaine. Un amiral en retraite a confirmé puis démenti. Ce qui frappe dans cette histoire, c'est encore une fois la crédulité de la presse. Certes, l'armée américaine a pratiqué l'atrocité à grande échelle comme moyen d'obliger des populations entières à se ranger sous son aile, ou plutôt sous celles de ses avions. Mais une histoire comme celle-ci a toutes les allures d'un bobard grotesque. Si quelques déserteurs ont jamais séjourné dans un «village laotien», ils ne devaient pas être nombreux. Pour confirmer cette ânerie, on a trouvé le général Singlaub qui a expliqué que la doctrine non écrite du gouvernement américain était que les déserteurs américains étaient plus dangereux que les Vietcong (*Le Monde*, 16 juin 1998). La presse semble ne pas se souvenir que Singlaub, un forcené de l'anticommunisme, était étroitement mêlé à l'Irangate et à la formation de corps de mercenaires chargés de combattre les sandinistes au Nicaragua. Pour le reste, son affirmation est imbécile: de nombreux déserteurs américains se cachaient dans les faubourgs de Saïgon et l'armée américaine s'en souciait comme d'une guigne.

Le fantôme des gaz ne date pas d'hier. L'historien vendéen Jacques Créteineau-Joly est l'auteur d'une justement célèbre *Histoire de la Vendée militaire*. dont la première édition remonte à 1840. dans son tome I, il rappelle une correspondance du chef républicain de Saumur, nommé Santerre, écrivant au ministre de la Guerre le 22 août 1793: «Je n'approuve pas la levée en masse. Cela serait bien dangereux à cause des subsistances et des manoeuvres. Il vaudrait mieux distribuer cette levée dans les places et les postes... Des mines! des mines à force! des fumées soporifiques, et puis tomber dessus.»

«Des fumées soporifiques -- commente Créteineau-Joly qui ne connaît pas encore le XXe siècle -- invoquées par un soldat pour vaincre ses ennemis, cela ne s'était encore jamais vu, même dans l'histoire des peuples les plus cruels; et le Comité de sûreté générale et la Convention accueillaient cette horrible idée comme un moyen tout naturel d'en finir avec la Vendée! Et le 11 septembre 1793, Rossignol, renchérissant sur ces fumées soporifiques dont parle Santerre, ne craint pas d'avouer que, pour terminer la guerre, il faut avoir recours aux ressources de la chimie.

«Il serait à désirer en mesure générale, écrit-il au Comité de Salut public, que l'on envoyât près de cette armée le citoyen Fourcroy, membre de la Montagne, pour nous aider de ses lumières et enfin parvenir à la destruction des Brigands. C'est le sentiment d'un de vos frères et amis qui connaît son talent en chimie». [...] Pendant ce temps, les esprits travaillaient dans les états-majors révolutionnaires pour découvrir le secret chimique qu'on implorait de Fourcroy. Les généraux de la République et les Conventionnels appelaient autour d'eux les charlatans qui leur donnaient l'espérance d'un poison sûr et actif; et l'adjudant général Savary nous révèle dans ses *Mémoires* une des nombreuses tentatives qui furent faites à cette époque.

«Je me rappelle, dit-il, qu'un adepte, se prétendant physicien-chimiste, présenta, aux députés qui étaient à Angers, un bout de cuir rempli d'une composition dont la vapeur dégagée par le feu devait asphyxier tout être vivant fort loin à la ronde. On en fit l'essai sur des moutons, dans une prairie où se trouvaient quelques personnes que la curiosité attira vers le lieu de l'expérience, et personne n'en fut incommodé.»

Cette idée d'empoisonner en masse les Vendéens avait si bien germé dans toutes les têtes, qu'un pharmacien d'Angers, nommé Proust, inventa dans le même temps une boule qui, à l'en croire, contenait une préparation chimique si subtile et dont l'effet serait si

prompt, qu'elle infecterait toute la contrée. L'essai en fut fait sur le pré de la Baumette. Il ne répondit pas à l'attente révolutionnaire» (*Histoire de la Vendée militaire*, I, p. 248-9). Les moutons durent attendre jusqu'en 1968 un essai de l'armée américaine: un changement de vent imprévu en tua 6400 d'un coup, en Utah.

La science de l'époque ne répondait pas à l'attente des chefs politiques. Il faudra attendre 1915. Mais les quelques mois dans la guerre des gaz qui sévit alors allaient montrer aux chefs militaires qu'elle était d'un emploi très délicat. En fait, pour l'utiliser sur un champ de bataille, il faut que le commandement soit prêt à sacrifier une partie de ses propres troupes, au cas où les vents changent de direction. À part quelques cas connus et répertoriés, comme les Egyptiens au Yémen et les Irakiens face aux Iraniens, l'efficacité des gaz a surtout été dans l'ordre psychologique. Toutes les grandes armées du monde ont des départements «Guerre chimique et bactériologique»; ils dépensent des sommes considérables pour des recherches, imités de celles de la Convention, et pour des stocks de produits dangereux, mais ils ne s'en servent jamais. Le sarin et quelques autres gaz aux effets foudroyants sur le système nerveux avaient été découverts par la chimie allemande et se trouvaient dans les stocks de l'armée allemande. Hitler, ancien gazé, n'a pas ordonné, même en pleine déroute, de les utiliser. Churchill avait fait élaborer par son cabinet un projet consistant à noyer les villes allemandes sous un déluge de gaz mortels, mais il n'a pas donné suite à cette brillante idée. Les techniques de fabrication de ces gaz innervants étaient en possession de maîtres de l'apartheid, en Afrique du Sud. Ils n'en ont jamais fait usage et lorsqu'ils ont vu leur régime sombrer, ils ont fait détruire les armes atomiques clandestines qu'ils avaient construites avec les Français et les Israéliens. Je ne sais ce qu'il est advenu des armes chimiques.

Au début de l'année 1998, nous sommes passés à deux doigts d'une nouvelle attaque de l'aviation américaine sur l'Irak. Une réprobation générale et l'astuce diplomatique du secrétaire général des Nations Unies, Koffi Anan (marié à une Wallenberg, cette famille d'industriels suédois qui a fait fortune dans les fournitures militaires) a permis de frustrer les guerriers séniles qui s'agitent sur la Colline -- à Washington. Mais on a assisté encore une fois à la préparation des opinions publiques par l'emploi du fantôme des gaz. On se souvient du spectacle grotesque qu'offraient les Israéliens en 1991 aux caméras de toutes les télévisions. Une nouvelle panique a été instaurée par les autorités israéliennes grâce à de judicieuses distributions de masques à gaz. On a peut-être un peu oublié, sous nos

climats, que des masques à gaz avaient aussi été distribués aux populations civiles françaises vers 1940-43, en nombre également insuffisant. Quel enfant aurait négligé, à cette époque, de s'affubler de ces monstrueux groins de caoutchouc pour faire peur à tel petit frère ou cousin en visite?

C'est ainsi que la presse mondiale fut saisie d'une affaire d'armes biologiques: «On les attendait en Irak, voilà qu'elles apparaissent à Las Vegas» (*Le Monde*, 21-02-98) Le FBI venait d'arrêter deux hommes qui avaient «de dangereux agents biologiques et chimiques» dans leur voiture. «L'information a été aussitôt répercutée sur toutes les télévisions du pays, au moment où les dirigeants américains sont lancés dans une grande campagne d'explication de leur politique irakienne. L'affaire encore très floue jeudi soir, a fourni l'occasion de mettre l'accent sur les dangers des armes biologiques et chimiques, que Saddam Hussein est accusé de faire proliférer sur son territoire.» (*Idem*) Une «information d'origine indéterminée» mentionnait un projet d'attentat à l'arme biologique dans le métro de New York. La journaliste, Sylvie Kauffmann, malgré le baratin habituel de la «déontologie» des plumitifs, répercutait cette information qui était fautive à l'évidence même. C'est ainsi qu'on construit une représentation fantasmatique d'une sorte de super-chambre à gaz: le métro tout entier noyé de gaz mortel... Un lieu où tout un chacun passe un jour ou l'autre... La mort irrémédiable, silencieuse et invisible... Il semble d'après un bref écho dans la presse, que «le» responsable japonais, membre de la secte Aum, auteur de ce qui est présenté, non sans quelques hésitations, comme un attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo, a été condamné. Pour des raisons que j'ignore, ce procès n'a fait l'objet d'aucun compte rendu dans la grande presse. Quelles que soient les raisons de cet étrange mutisme, il est certain que ce procès n'a pas apporté à la propagande des États ce qu'ils semblaient en attendre au moment des «faits» et des arrestations opérées dans cette «secte».

Quelques jours après cette énorme «annonce» dans la presse américaine, il fallut déchanter, plus discrètement. «Le "dangereux» agent bactérien en possession duquel deux hommes ont été interpellés la semaine dernière à Las Vegas s'est révélé être un inoffensif vaccin vétérinaire contre le bacille du charbon. [...] Le FBI n'a exprimé aucun regret sur la manière alarmiste dont l'affaire a été présentée jeudi. «Nous avons réellement pensé et nous pensons encore aujourd'hui que nous étions fondés à percevoir un danger pour la communauté», a déclaré Bobby Siller, l'un des responsables de

l'enquête. Les motivations des médias américains, qui ont poussé bien plus loin la dramatisation de l'affaire, ont sans doute été moins nobles. [La noblesse du FBI??? Cela interpelle quelque part, comme ils disent.] Ayant engagé de très gros moyens en vue de la couverture d'une éventuelle intervention américaine en Irak, les télévisions ont fait feu de tout bois en attendant que l'action commence. L'occasion de lier ces deux arrestations à la menace que constitue la prolifération des armes biologiques et chimiques -- l'un des principaux griefs de l'administration américaine contre Saddam Hussein -- a donc été saisi au vol» (*Le Monde*, 24-02-98). Ce qui n'a pas été saisi au vol, c'est l'occasion qu'avait la journaliste du *Monde* de nous expliquer comment et pourquoi elle diffusait des fausses nouvelles manifestes, sans le moindre souci de «vérification», «recoupement» et autres simagrées derrière lesquels les journalistes se cachent quand on les prend, jour après jour, à se faire les porte-coton serviles des puissants de ce monde.

Quant aux armes chimiques et bactériologiques prêtées aux Irakiens, il convient de revenir aux origines. J'ai eu l'occasion d'en traiter dans un article qui est paru, à l'enseigne des Balayeurs du Golfe, dans le numéro 1 de *la Gazette du Golfe et des banlieues*, dans les tout premiers jours de la guerre du Golfe en février 1991. Je n'y change pas un mot.

Plus toxique que les gaz, le cynisme!

Des millions de gens vivent actuellement, au Moyen-Orient, dans l'attente des sirènes hurlantes qui les précipiteront sur leur masque à gaz. Ils s'enfermeront, s'ils le peuvent, dans une pièce calfeutrée, en attendant que l'alerte soit terminée. Même à New York, les masques à gaz se vendent à la pelle. Ces craintes se sont, à ce jour, révélées fausses. En réalité, les responsables savent très bien qu'il n'y a rien à craindre. Au cours des mois précédents, tous les services de renseignements, y compris le Mossad et la CIA, ont fait savoir qu'ils ne croyaient pas les Irakiens capables de fabriquer des têtes chimiques pour leurs missiles Al Hussein (Scud modifiés). Ces jours derniers, le général Schwarzkopf, commandant en chef américain sur le théâtre des opérations, et le général Schmitt, chef d'état-major français, ont également affirmé qu'ils ne croyaient pas à cette possibilité. D'un côté donc, les techniciens du renseignement militaire tiennent cette menace pour inexistante, de l'autre les politiques en font un usage quotidien et massif en renforçant, par leurs consignes de sécurité, la terreur d'une population à qui le savoir des techniciens n'est pas retransmis. Dans tous les dictionnaires cela s'appelle un mensonge. Il se trouve que la question des gaz a presque toujours été immergée dans un océan de mensonges. On comprendra pourquoi avec ces quelques rappels. Les gaz sont une arme terrifiante parce qu'ils sont invisibles. On les a utilisés massivement au combat pour la première fois lors de la première guerre mondiale, le 22 avril 1915. Plusieurs dizaines de milliers de soldats périrent ainsi, et beaucoup d'autres en subirent les effets plus ou moins prolongés. Il existe plusieurs familles de gaz de combat: les unes agissant en bloquant la respiration, d'autres par contact cutané. Selon les concentrations, ils tuent en quelques secondes ou en quelques jours. Il existe des moyens de protection, et s'ils sont apportés rapidement, des soins qui permettent de sauver les personnes atteintes. Il faut noter que, depuis 1918, ces armes ont été très rarement utilisées par peur, sans doute, de la réciprocité, et aussi parce qu'elles sont d'un emploi très délicat.

À côté de cela, les Américains ne se sont pas privés d'employer massivement des gaz défoliants, sans souci des effets secondaires sur les êtres humains. À plusieurs reprises, depuis 1922, des conférences internationales ont tenté de prohiber ou au moins de réglementer la fabrication et la détention des armes chimiques, sans grand succès. La plupart des pays sont signataires de la Convention de Genève de 1925, toujours en vigueur.

On nous parle aussi de guerre bactériologique. Ce serait la possibilité de répandre, chez l'adversaire, des germes pouvant provoquer des épidémies. Il y a certes des recherches intensives sur ce sujet, mais une telle guerre n'a jamais eu lieu. Pendant la guerre de Corée, les nordistes ont accusé les États-Unis, mais les preuves n'étaient pas solides et n'ont pas emporté l'adhésion des scientifiques indépendants. Le concept même de guerre bactériologique est un mythe de science-fiction, impraticable sur le plan strictement militaire, mais soigneusement entretenu par les états-majors. On manque rarement d'attribuer à l'ennemi du moment les plus noirs desseins, et c'est pourquoi l'on voit ressurgir aujourd'hui le spectre de la guerre bactériologique. C'est de la pure propagande de guerre, disponible d'ailleurs pour chaque côté.

La guerre chimique, en revanche, existe. Elle est prévue. Toutes les grandes armées ont des stocks, et même les moins grandes: les armées d'Afrique du Sud et d'Israël, par exemple, ont aussi les leurs. Son importance est surtout politique.

Comme ces armes sont particulièrement terrifiantes, sournoises, invisibles, parfois indétectables par les sens, il pèse sur elles une forte condamnation morale. Comme si, étrangement, la haute technologie de cette nouvelle forme de guerre avec la programmation, seconde après seconde, de ces tonnes de missiles lancés à vingt kilomètres de distance des cibles civiles autant que militaires était plus noble, moins sale, que l'emploi des armes chimiques. Dans les deux cas, ce sont des armes devant lesquelles les civils et les combattants ne peuvent réagir: ils sont condamnés à mourir ou à s'en sauver par miracle, mais dans les deux cas passivement.

L'enjeu politique vise donc à accuser l'ennemi de produire ces armes, preuve de sa profonde inhumanité et du danger qu'il représente. Autant on peut justifier devant l'opinion publique la construction d'un porte-avions, ou la fabrication des canons qui devront assurer la défense nationale, autant il est délicat de faire prendre la décision de produire des armes chimiques. On les présente toujours comme «défensives», en affirmant qu'on ne les utilisera pas en premier. Il faut donc recourir à des ruses compliquées, dont voici le plus bel exemple récent.

Vers 1979, les Américains qui avaient cessé, depuis dix ans, de fabriquer des armes chimiques, dont ils possédaient alors des stocks considérables, voient le Viêt-Nam envahir le Cambodge, et l'URSS, l'Afghanistan. Ils réagirent en accusant les Soviétiques et leurs alliés d'utiliser subrepticement des gaz toxiques d'un genre nouveau, porteurs de neurotoxiques foudroyants, les mycotoxines. C'est ce qu'un livre, commandité par la CIA et signé d'un journaliste, Sterling Seagrave, nomma la «pluie jaune». La presse américaine, puis mondiale, fut bientôt arrosée de cette pluie-là. Les Nations unies s'émurent, demandèrent un rapport scientifique qui, en 1981, en déduisait qu'il était impossible de conclure quoi que ce soit. En mars 1982, le général Haig, Secrétaire d'État, présenta un rapport au Congrès qui donnait les «preuves» en sa possession, la principale pièce à conviction consistant en feuillages ramenés d'un village du Cambodge. Les Balayeurs du Golfe, qui balayaient le Golfe du Siam à cette époque-là, savaient très bien comment le Dr Amos Townsend, médecin lié à l'ambassade américaine de Bangkok, avait soudoyé deux membres américains de l'aide humanitaire pour qu'ils pénètrent au Cambodge et aillent se procurer à dos d'éléphant les éléments que devaient leur remettre le «service de santé» des bouchers khmers rouges lancés dans une violente guerre de propagande avec Hanoi. Les conditions de transport et de conservation rendaient ces échantillons sans valeur aux dires mêmes de ceux qui les transportèrent. Mais Haig multipliant partout les interventions, en fit une affaire mondiale. Les conclusions des laboratoires de l'armée américaine furent vivement contestées et des scientifiques indépendants se penchèrent alors sur la question des mycotoxines.

La presse occidentale redoublait d'accusations contre les Soviétiques. La «pluie jaune» s'infiltrait partout, jusque dans les pages des *Temps Modernes*. Au moment où cette controverse faisait rage (provenant du fait que les Américains étaient dans l'incapacité de fournir une preuve décisive du fait que les mycotoxines auraient une origine non naturelle), le président Reagan demanda le 8 février 1982 au Congrès l'autorisation de reprendre la production d'armes chimiques, face à la «menace soviétique», autorisation qui lui fut d'autant plus facilement accordée (avec 130 millions de dollars) qu'il s'agissait de fabriquer des armes de conception nouvelle, des gaz innervants très puissants, sous forme «binaire»: deux récipients, contenant chacun un gaz théoriquement inoffensif, qui se mélangent au moment de l'emploi pour former ensemble le principe mortel. Une fois la décision prise, non sans de fortes réticences au Congrès, la controverse s'éteignit doucement et la communauté scientifique s'est depuis tranquillement convaincue que la

«pluie jaune» consistait en excréments d'abeilles sur lesquels s'était développé un microchampignon toxique, *fusarium nivale*, et que tout cela était parfaitement naturel. La preuve définitive que la «pluie jaune» était un mythe répondant à un besoin passager, qu'il était entièrement fabriqué et manipulé par la CIA, se trouve dans le fait qu'il n'a pas ressurgi depuis et que personne n'a songé à le coller aux chausses du nouveau Satan, Saddam Hussein.

Pendant la deuxième guerre mondiale, les gaz ont été assez rarement utilisés: les Italiens en Ethiopie, les Japonais en Mandchourie, mais dans l'ensemble la peur des représailles a joué. Les Alliés trouvèrent en Allemagne 30.000 tonnes de tabun, un neurotoxique nouveau, que Hitler a renoncé à utiliser. **On a retrouvé dans les papiers de Winston Churchill une instruction secrète du 6 juillet 1944 adressée à l'état-major: «C'est peut-être dans quelques semaines ou même quelques mois que je vous demanderai d'inonder l'Allemagne de gaz toxiques, et si nous le faisons, faisons-le à cent pour cent. En attendant, je veux que cette affaire soit étudiée de sang froid par des gens raisonnables et non par cette sorte de défaitistes en uniforme qui passent leur temps à chanter des psaumes».** Voilà pour la guerre du Droit contre la Barbarie.

Depuis la deuxième guerre mondiale, en dépit des préparatifs intenses et des stocks énormes accumulés par les Soviétiques, les Américains, les Français et d'autres, on n'a pratiquement pas utilisé les gaz toxiques, mais seulement des gaz qui ne deviennent toxiques qu'à haute concentration dans des endroits clos, comme les gaz CS, lacrymogènes, en Algérie et au Viêt-Nam. Des milliers d'hommes en sont morts.

Mais le seul État qui ait fait un usage ponctuel mais récurrent des gaz de combat, essentiellement l'ypérite, ou gaz moutarde, a été l'Irak. D'abord, au cours de la guerre contre l'Iran. Dès 1984-85, les Irakiens, dont les forces mécanisées reculent sous la pression de l'infanterie iranienne, recourent au gaz pour stopper les offensives adverses qui commencent à déferler en territoire irakien, dans les marais du Shatt el Arab. La presse traite ces informations avec des pincettes, comme s'il s'agissait d'un nouveau truc de la propagande khomeyniste. Le 23 mai 1985, l'ambassade d'Iran paie dans *Le Monde* un pathétique placard publicitaire: «Toute personne qui pour des raisons strictement humanitaires serait en mesure de communiquer des informations pouvant contribuer à lutter contre les effets des gaz toxiques et des armes chimiques est priée de prendre contact avec l'ambassade. Toute idée, toute mesure, toute contribution d'ordre scientifique

ou d'ordre moral et humanitaire susceptible d'améliorer le sort des personnes atteintes seront bienvenues.» Certains gestes suivront, et quelques victimes des gaz seront même traitées en France. Mais la communauté internationale se tait. Personne ne songe à envoyer des masques à gaz.

Forts de cette impunité, les Irakiens ont continué. Le 22 mars 1988, l'aviation irakienne gaze six villages kurdes en Iran. C'est ce que *Le Monde* évoque diplomatiquement en disant que «le risque de l'emploi anarchique des armes chimiques est de plus en plus répandu»; mais il ne parle pas de «l'emploi anarchique» des Mirage F1. On note seulement que les Irakiens ont complété leur technique de production «en acquérant certaines technologies de complément auprès de sociétés privées en Allemagne Fédérale, aux États-Unis, en Italie et en Grande-Bretagne». Les Nations unies s'émeuvent et l'opinion internationale se gratte la tête. Au cours de l'année 1988, les rapports de l'ONU, d'Amnesty International et d'autres se multiplient. Halabja est rayé de la carte en mars. Néanmoins, les Nations unies ne condamnent pas Bagdad. Au Conseil de Sécurité, on est attentif au fait que les Iraniens et les Irakiens vont entamer des pourparlers et que l'on ne peut pas pratiquer une «asymétrie défavorable à l'Irak». Si l'Irak a ainsi pu continuer à utiliser cette arme interdite (Bagdad a signé la Convention de Genève en 1925) sans jamais avoir été condamné dans aucune instance internationale, c'est que l'Occident, toujours soucieux de le soutenir dans sa guerre contre l'Iran, s'y est fermement refusé. Les Israéliens n'ont rien dit non plus à ce moment-là. Il y a donc eu complicité.

L'horreur devient encore plus visible en septembre 1988 quand des milliers de Kurdes se réfugient en Turquie. Des journalistes parviennent à la frontière: «Des centaines de villages ont été détruits au napalm, des familles entières massacrées et la zone littéralement aspergée de gaz chimiques», écrit Renaud Fessaguet (*Le Monde*, 13 septembre 1988). Le Sénat américain condamne cette «grave violation des lois internationales». **M. Shultz annonce qu'en «cas de récidive», les relations entre Washington et Bagdad en seraient «affectées».** Et puis tout retombe. La Turquie refuse l'envoi d'une mission d'enquête internationale. **Cinq des six pays membres du Conseil de Coopération du Golfe apportent leur soutien à Bagdad**, où l'on s'interroge sur les raisons de la colère verbale américaine alors que les gazages précédents n'avaient provoqué que le silence des États-Unis.

Il y a effectivement quelque chose que les Irakiens ne comprennent pas. C'est qu'à l'instant où se termine la guerre entre eux et les Iraniens, ils ne valent plus un clou et on peut les jeter à la poubelle. Leur rôle historique de mercenaires de l'Occident est terminé. Les Irakiens ont eu 300.000 morts qui ne comptent plus puisqu'ils ne semblent plus décidés à continuer à alimenter les charniers. **Du coup, la force militaire qu'ils ont accumulé pour saigner l'Iran doit être démantelée car Israël, qui l'a acceptée dans l'espoir que l'Iran et l'Irak étaient partis pour une guerre de cent ans qui les épuiserait l'un et l'autre totalement, ne veut pas que subsiste, au terme de ces affrontements, une véritable force militaire arabe.** L'État d'Israël a eu pour doctrine constante l'affaiblissement et la division des pays arabes. En cela, les États-Unis reprennent la politique d'Israël.

Dès lors, et après que les Irakiens ont cessé d'employer les gaz, la campagne contre l'Irak va commencer à se développer. **Les Israéliens poussent à la roue.** On va parler de plus en plus de l'arme chimique comme du «nucléaire du pauvre», bien que ces deux armes n'aient évidemment rien à voir, les gaz étant toujours d'un emploi difficile, très limité dans le temps et l'espace. Dans plusieurs cas, les attaques chimiques n'ont pas très bien réussi et les Iraniens ont réussi à sauver presque toutes les victimes civiles. Les Irakiens, chacun le sait, doivent «délivrer» leurs munitions chimiques par avion ou par hélicoptère. Ils ont aussi des obus de canon. Néanmoins, cette idée de «nucléaire du pauvre» va faire son chemin: en dehors de toute réalité pratique, elle introduisait la notion d'un équilibre de la terreur entre Israël, doté, lui, du «nucléaire du riche», de belles et bonnes bombes H, et les pouilleux des bords du Tigre, avec leurs bonbonnes de gaz moutarde, une invention remontant à 1915. Aussi idéologique soit-elle, cette idée de «nucléaire du pauvre» a manifestement joué un rôle important dans la décision de détruire l'Irak. Dès les premiers jours, les Américains se sont d'ailleurs vantés d'avoir détruit toutes les installations «chimiques» du pays, y compris une usine de lait en poudre, qualifiée par le Pentagone de particulièrement dangereuse.

Pendant ce temps-là, les Américains s'étaient lancés dans la fabrication à grande échelle des armes binaires. Le Congrès avait voté des sommes très importantes mais à la condition que les alliés de l'OTAN ne fassent pas d'objection. Il a donc fallu leur forcer la main (*Le Monde* du 24 mai 1986: «Les alliés de l'OTAN ont approuvé du bout des lèvres la modernisation des armes chimiques»). Pendant que, de son côté, le gouvernement Chirac prenait le plus discrètement possible l'initiative de lancer la France à son tour dans

la production des armes binaires, les Soviétiques prenaient tout le monde de court en déclarant qu'ils décidaient unilatéralement de mettre fin à la production d'armes chimiques et d'entamer la destruction de leurs stocks.

Depuis des années, les négociations piétinaient entre Américains et Soviétiques, principalement parce que le Pentagone n'était pas du tout disposé à se dessaisir de cet armement. Le geste des Soviétiques allait le prouver. Il allait aussi permettre à Mitterrand de se livrer à l'un de ses habituels tours d'illusionniste. **En janvier 1989, il convoquait une vaste conférence internationale sur l'interdiction des armes chimiques. Cent vingt-quatre pays ont signé une déclaration, qui n'est pas un traité et qui donc ne les engage pas réellement. Cette déclaration, purement morale et politique, ne remplace pas le traité de Genève de 1925, dont beaucoup de puissances, comme les USA, la France et d'autres, se sont affranchies en se réservant le droit d'user des armes chimiques en guise de représailles. Mais ce qu'il importe de souligner, c'est que les Irakiens étaient là, goguenards, affirmant même qu'ils «n'exporteraient pas leur savoir-faire» dans ce domaine. Pas un mot désobligeant n'a été prononcé à leur rencontre. Pas une allusion dans les propos d'autosatisfaction de Mitterrand. Seuls, les Iraniens ont vainement protesté contre cette hypocrisie et les Kurdes ont été proprement fichus à la porte.**

C'est ainsi que les attaques massives par les gaz, menées par les Irakiens, ont été tranquillement entérinées par une communauté internationale qui a trouvé ça très bien tant que les victimes étaient iraniennes ou kurdes.

La guerre chimique ne marche bien que sur des populations civiles impréparées. Dans le cas présent, et sur le front militaire, les Irakiens, qui s'en serviront peut-être, n'en retireront certainement aucun avantage décisif et rien ne permet de dire que les Occidentaux n'en useraient pas à leur tour. À la télévision, le général Saulnier, ancien chef d'état-major, l'a préconisé et les journalistes américains ne semblent pas avoir pensé à poser la question aux chefs militaires qui les cornaquent.

On aura compris que l'arme chimique est surtout utile comme menace et comme pression psychologique. En l'occurrence, ce sont surtout les dirigeants israéliens qui ont su en faire bon usage. La terreur dans laquelle ils ont obligé leur propre population à vivre est une affaire qu'ils ont jugée comme rentable politiquement et financièrement (les Allemands en savent quelque chose qui ont dû payer en Patriots et en dollars). Comme la crédibilité

d'une attaque par des Scud à tête chimique diminue d'elle-même chaque jour, le chef de l'aviation israélienne évoque ce matin l'éventualité, encore beaucoup plus improbable pourtant, d'un avion irakien qui parviendrait à franchir la défense aérienne pour jeter ses containers sur Israël. La manoeuvre s'effiloche et sombre dans le grotesque.

Enfin, on ne peut pas exclure du champ de la réflexion le fait que cette «menace» chimique, pour ne pas dire chimérique, pourrait servir à justifier le recours à l'arme nucléaire contre l'Irak. Il faut savoir -- c'est un fait -- qu'on en parle dans les états-majors et que cette option fait dorénavant partie des possibilités envisagées par des gens «raisonnables et de sang froid». Une guerre, personne ne sait d'avance comment elle va tourner. On sait comment elle commence, personne ne sait comment elle se termine.

Les Balayeurs du Golfe, le 10 février 1991

§2.-- Guerre chimique ou guerre chimérique?

Les Français ont toujours été discrets sur la question des armements chimiques. Au point qu'il a fallu attendre le 23 octobre 1997 pour avoir des nouvelles dans la presse (d'abord dans *Le Nouvel Observateur*, puis dans *Le Monde*, à cette date) sur une **«base chimique secrète» que la France aurait conservée en Algérie jusqu'en 1978, soit seize ans après l'indépendance. Cette base dénommée, dit-on, «B2-Namous» existerait depuis 1935.** Il y aurait eu des accords secrets signés en 1962, 1967 et 1972 par un gouvernement algérien «indépendant» (les guillemets semblent de rigueur ici) et le gouvernement français, discrètement attaché à un armement chimique dont personne n'entendait parler. *Le Monde*, pris d'une crise de vertu, rappelle que les expérimentations de 1935 n'étaient pas «en violation de la loi internationale» qui, astuce suprême, réservait aux États adhérents de la convention de Genève de 1925 «la possibilité d'en user pour riposter à une agression. Il faudra attendre 1972 pour qu'une nouvelle convention internationale interdise de fabriquer et de stocker des armes biologiques ou à toxines. Mais la France ne l'a ratifiée qu'en 1984. D'autre part, c'est en 1993 que la France, qui a participé quatre années durant à sa préparation, a adhéré à la convention signée à Paris et interdisant de mettre au point, de fabriquer, d'acquérir, de stocker et de transférer des armements chimiques. Ce nouveau traité est entré en application en avril 1997. La France l'avait ratifié officiellement le 2 mars 1995.» [...] «À la conclusion de la convention de 1993, qui donne

un délai de dix ans pour la destruction des stocks, la France était supposée détenir 2.000 tonnes de produits chimiques, contre 31.000 tonnes pour les États-Unis et de 40 à 200.000 tonnes, selon les sources, pour la Russie» (Jacques Isnard, dans *Le Monde* du 23 octobre 1997.)

L'accord avec les autorités algériennes permettait à des centaines de militaires français de travailler sur ce «site secret» sous la couverture d'une filiale de la société Thomson, qui confirme ainsi son rôle de feuille de vigne des services secrets.

Cette base secrète ne l'était que pour de vertueux journaloux. Les révisionnistes, apparemment toujours bien informés, en avaient connaissance depuis longtemps. Elle est décrite en effet dans un charmant récit d'Albert Paraz, intitulé *Le Lac des songes*, paru aux éditions du Bateau ivre, à Paris, en 1945, republié au 1950 aux éditions bressanes, en même temps que *Le Mensonge d'Ulysse*, de Paul Rassinier, préfacé par le même Paraz; réédité en 1986 aux très estimables éditions du Lérot à Tusson. Albert Paraz a été mobilisé le 31 août 1939. Comme il était classé «chimiste», il a été versé à la 104e Compagnie chimiste du 22^e B.O.A. et envoyé à «Beni-Bouزيد» qui «prolonge la palmeraie de Figuig», une région qui allait donc être disputée les armes à la main par le Maroc et l'Algérie devenus indépendants.

Paraz donne, en 1945, une indication intéressante: «On savait, par les anciens, que ce champ d'essai comprenait plus de cent kilomètres de plaine entièrement balisée, coupée d'un damier de deux cents routes à angle droit, distantes l'une de l'autre d'un kilomètre. On avait vu grand parce que les travaux récents laissaient entendre qu'on allait mettre au point [en 1939] une arme utilisant l'énergie enfermée dans l'atome, dont les effets pourraient s'étendre à des surfaces de cet ordre.» (p. 124-125). Il y avait donc des salopards qui préparaient la bombe bien avant la guerre puisqu'ils avaient déjà fait baliser le futur terrain d'expérimentation. La bombe française n'explosera que beaucoup plus tard, en 1960, à Reggane, à quelques centaines de kilomètres à l'est de «Beni-Bouزيد». Il est d'intéressantes continuités.

Que faisaient-ils là? «Un jour, les hommes furent réveillés à une heure du matin pour aller à la base 3, à 20 kilomètres. Le premier travail qui fut confié à ces jeunes savants après quatre mois de flemme, consistait à répandre, sur des routes balisées, de grands carrés de papier blanc tous les cent mètres. Ils se coiffaient d'une cagoule en caoutchouc qui leur

donnait des airs de pénitents ou de fantômes. Des avions arrosaient le terrain avec de l'ypérite. Les hommes ramassaient les carrés de papier. On les entassait dans des camions et on les ramenait au camp. Là, on comptait le nombre de gouttes au mètre carré, travail d'autant plus irritant qu'on aurait pu faire ça au Bois de Boulogne en jetant de l'encre au lieu de produits toxiques, mais c'eût été moins cher et surtout moins mystérieux.» (p. 257) «Un jour, le colonel fit faire un nuage de phosgène de huit kilomètres de long, deux de large, et qui montait à vingt mètres au dessus du sol. Tous les Français qui ont leur certificat d'études savent qu'un litre d'air pèse 1 gr. 293. Ce nuage pèse donc, quatre cent millions de kilogs, quatre cent mille tonnes.» (p. 258).

Albert Paraz, ami de Céline et de Rassinier, a réuni tout ce qu'il fallait pour se faire détester de notre époque marquée par le rigorisme timoré et l'exaltation de l'ignorance imbécile. Comme il l'a fait avec verve et talent, il restera impardonnable encore longtemps. Les révisionnistes le placeront avec toute la goguenardise voulue dans leur galerie des ancêtres.

Les gaz avaient traumatisé une génération, celle qui avait fait la guerre de 14. Les suivantes ont transformé la guerre des gaz en une fantasmagorie terrifiante et multiple. Alors que Paraz fait dire à un de ses personnages: «Vous savez bien que les histoires de gaz c'est de l'amulette puisqu'on les connaît à fond depuis 17», les Allemands étaient moins enclins à traiter ce danger «comme de l'amulette». Hitler lui-même, comme beaucoup d'autres, avait subi les gaz pendant la guerre. On ne s'étonnera donc pas de voir que des précautions importantes ont été prises par les Allemands à la veille de la guerre pour créer des lieux étanches et équipés afin de mettre les populations à l'abri en cas d'attaque aérienne par les gaz, dont la probabilité devait apparaître aux yeux des dirigeants de l'époque comme beaucoup plus grande que ce que nous savons après coup. Nous savons que les gaz n'ont guère été utilisés mais il est vraisemblable que les protagonistes devaient considérer comme pratiquement certain que l'adversaire, lui, aurait recours aux gaz à un moment ou à un autre.

Un chercheur américain, qui répond au **pseudonyme de Samuel Crowell**, reprenant des éléments épars dans la littérature sur les camps et puisant surtout dans la documentation technique issue des préoccupations des autorités allemandes en matière de défense passive et de protection civile, a montré que de très nombreuses structures construites avant la guerre avaient été équipées avant et pendant la guerre de portes étanches aux

gaz. Beaucoup de ces abris anti-aériens étaient donc pourvus de moyens de protéger les réfugiés des attaques aux gaz que l'on imaginait alors plus massives et plus violentes que celles de la guerre de 14, qui étaient restées limitées à certains secteurs du front. En particulier certains édifices qui se trouvaient dans les camps de concentrations ont été ainsi adaptés au besoin d'abris anti-aériens et dotés de portes étanches. Des points d'eau situés près de l'entrée servaient aussi de sas de décontamination. Des attaques au gaz étaient nécessairement conçues comme étant d'une durée limitée. Les personnes réfugiées dans les abris devaient attendre quelques heures avant de ressortir, avec prudence. Crowell fournit ainsi une explication générale satisfaisante à quelques cas de portes étanches signalés par Pressac et demeurés sans destination bien nette jusque là.

On trouvera un exposé complet et une discussion des données rassemblées par Crowel sur le site du CODOH, en langue anglaise, <www.codoh.com>. Il faut voir dans la prolifération véritablement européenne de ces abris étanches aux gaz une nouvelle dimension de la mythologie galopante qui travaillait tous les dirigeants de cette époque. À cette arme invisible par excellence est venue s'ajouter, dans les années 50, la radiation atomique; on assista alors à une furieuse vague de construction d'abris anti-atomiques. Il doit bien en rester quelques uns dans les jardins des banlieues riches.

Sur le rôle de puissant promoteur de légendes joué par les gaz, on a des expériences quotidiennes. La télévision parlait encore tantôt de Saddam Hussein, de ses armes chimiques supposées et des 5000 morts qu'aurait faits l'attaque de la ville de Halabja en 1988. **Ce chiffre est une invention de la presse à laquelle elle semble tenir, comme le vautour à son oeuf.**

Dans la *Gazette du Golfe et des banlieues* n° 5, de juin 1991, j'avais rédigé un petit commentaire qui parlait des inventions de la propagande de guerre des soi-disant Alliés, en particulier cette crétinerie télévisuelle qui prétendait que les Irakiens avaient débranché les couveuses artificielles qui fonctionnaient dans les hôpitaux koweïtiens:

Petit commentaire de la Gazette

Il faut rappeler que cette absurde histoire de couveuse a été très tôt dénoncée par certains comme de la propagande de guerre et

que Jean-Edern Hallier a ramené d'Irak, et publié dans *l'Idiot International*, des documents des autorités hospitalières de Koweït-City qui montraient que toute cette histoire était un canard, voluptueusement avalé par la grande presse qui en a fait un abondant usage.

Il est un second point à souligner. Amnesty International justifie le fait qu'elle a avalé la couleuvre par référence à d'autres atrocités commises par les militaires irakiens, à d'autres époques et dans un autre contexte, en particulier le gazage massif du bourg de Halabja en 1988, bien que le rapport entre les deux histoires soit loin d'être évident. Nous avons nous-mêmes parlé de ce gazage dans le n° 1 de la Gazette, page 6, dans un article daté du 10 février, où nous affirmions qu'il ne pouvait pas y avoir d'attaque au gaz sur Israël et que toutes ces histoires de masque à gaz étaient une comédie politique. [Voir ici plus haut] En ce qui concerne Halabja, nous écrivions, après avoir mentionné des rapports de l'ONU, d'Amnesty International et d'autres : «Halabja est rayé de la carte en mars» (1988).

Nous n'avons pas voulu, à ce moment-là, entrer dans les détails. Il pouvait sembler que cette histoire appartint au passé. Mais il est clair que dans l'exode où se sont lancés deux millions de Kurdes, la crainte d'un nouveau Halabja, d'un gazage massif venu du ciel, a joué un rôle déterminant. De très nombreux réfugiés en ont témoigné. Il n'est par conséquent pas inutile de rappeler que dans une étude, déclassifiée et rendue publique au cours de l'été 1990, intitulée «Iraqi Power and US Security in the Middle East» et rédigée avant l'invasion du Koweït, trois analystes de l'École de guerre américaine (US Army War College) ont examiné de très près le comportement de l'armée irakienne au cours du conflit avec l'Iran et ont écrit: «Les affirmations selon lesquelles (les Irakiens) ont gagné en utilisant simplement de grandes quantités d'armes chimiques ne sont appuyées sur rien». En ce qui concerne, pour la même période, l'utilisation des gaz contre les Kurdes, les auteurs concluent: «Ayant pris en considération tous les éléments de preuve qui sont à notre disposition, nous jugeons impossible de confirmer les propos du Département d'État prétendant que les gaz avaient été utilisés dans ce cas-là». Et ils ajoutent: «Pour commencer, on n'a jamais montré aucune victime». Tout cela se trouve rapporté dans *l'International Herald Tribune* du 19 décembre 1990.

En effet, tout le monde a vu, à la télévision, quelques images, données comme ayant été tournées à Halabja, montrant quelques corps étendus dans une rue, en particulier celui d'un vieil homme, tenant un enfant dans ses bras. Mais 5.000 corps, on ne les a pas vus. Serait-ce un nouveau Timisoara? Il fallait enquêter sur place.

Or justement un soi-disant grand reporter a enquêté récemment à Halabja. Marc Kravetz rend compte de son séjour dans Libération daté du 8 avril 1991. Certains réfugiés revenaient à Halabja et Kravetz les a interrogés sur les événements du 16 mars 1988. Dans le récit des circonstances, Kravetz ne cesse d'accumuler les contradictions: il dit que le bombardement a eu lieu «sans même le prétexte d'une présence ou d'un enjeu militaire», plus loin, qu'à la mi-mars «les peshmergas (alliés à l'armée iranienne, présente dans la région) étaient donc installés à Halabja», qu'aux premiers jours de mars «des combats féroces se déroulaient dans les environs», ensuite que, «s'attendant au pire (une offensive irakienne), les peshmergas de Halabja se retirèrent après avoir averti les 11 à 15.000 habitants de la ville qu'il valait mieux partir», et, enfin, que «Téhéran, contrôlait encore le secteur», puisque les Iraniens ont organisé après le bombardement, «une visite guidée pour la presse mondiale». Il semble ressortir de ce tissu de confusions que les combattants kurdes, agissant en avant-garde de l'armée iranienne, étaient en train de reculer sous la pression irakienne et que l'attaque aérienne de Halabja avait pour but de faire s'effondrer plus vite la résistance irano-kurde. Dès lors, dire qu'il n'y avait pas «d'enjeu militaire» relève de l'absurde, ou d'une propension cachée à vouloir faire passer un acte de guerre, certes déplorable puisqu'il a fait des morts civils, pour une agression sans motif contre des civils innocents, de nature génocidaire.

Kravetz rapporte les propos d'un témoin, le seul qu'il fasse parler. Celui-ci, un certain Kamal, raconte que **25 avions** sont arrivés un peu avant le coucher du soleil. Ils volaient lentement et bas. **«Quand ils sont arrivés sur Halabja, il y a eu des explosions et aussitôt une grande fumée s'est répandue.» Bombardement classique donc, car les gaz sont incolores et ne font pas de grande fumée.** Ce qui rend les gaz terrifiants, c'est justement qu'on ne les voit pas. «J'ai couru vers la maison, tous les gens du village s'enfuyaient déjà. J'ai retrouvé ma mère et mes soeurs, nous sommes partis ensemble». Donc pas de gaz, puisqu'il peut revenir chez lui et repartir du village sans dommage. «Nous étions à peu près sur ce chemin, en bas du cimetière quand les bombes sont tombées aussi sur le village et puis j'ai vu une fumée grise et jaune qui descendait de la colline. Je courais, je croyais que les autres me suivaient. Il y a eu une forte explosion tout près, je suis tombé. Quand je me suis relevé, j'ai aperçu mes deux soeurs à une cinquantaine de mètres derrière moi. Elles étaient couchées sur le dos avec de petites gouttes de sang sorties de leur nez». Si Kamal a pu voir ce détail, il devait être à beaucoup moins de cinquante mètres. Si la bombe ou l'obus qui a tué ses soeurs avait libéré des gaz, il n'aurait pas survécu, étant dans un rayon aussi court. «Alors j'ai vu ma mère. Je ne l'aurais pas reconnue, je vous le jure, si elle n'avait pas été à côté de ma petite

soeur. Elle n'avait plus de visage et tout son corps était comme du bois carbonisé. Je crois que c'était du napalm». Fin du témoignage.

À aucun moment, Kamal ne parle de gaz. Ce qu'il décrit ne correspond en rien à un gazage, mais bien plutôt à un bombardement classique. Le napalm, quant à lui, dégage une énorme fumée noire.

On ne conclura pas sur un témoignage unique. On notera quand même la «visite guidée pour la presse mondiale» qui a suivi, due à la diligence des Iraniens, très intéressés, évidemment, à noircir l'image de leur adversaire, et accessoirement, l'incompétence et la fainéantise de Kravetz. **Pour nous, nous en retirons le sentiment qu'on ne sait pas ce qui s'est passé exactement à Halabja le 16 mars 1988,** qu'il s'agissait à l'évidence d'une opération de guerre, et que l'utilisation faite de ce sinistre événement (il y a eu des morts, mais combien?), tant par les propagandes iranienne, occidentale, israélienne et kurde, que par Amnesty International est absolument dépourvue de sérieux. Nous n'excluons rien, mais dans l'état actuel du savoir réel que l'on peut en avoir, **on peut dire que le mythe d'Halabja («Cinq mille civils gazés») dépasse de loin en importance ce qui s'est vraiment passé dans cette bourgade.**

(fin de l'article)

Quelques années plus tard, au cours d'un entretien sur *France Culture* avec Armand Gatti, le malheureux Kravetz est revenu sur Halabja, pour raconter, cette fois-ci, l'histoire du juif de Halabja. Une histoire forcément exemplaire. Il était une fois un juif, qui vivait dans une bourgade kurde, loin de tout, à Halabja. Il servait un peu d'écrivain public à ses voisins. Et un jour il est mort. Gazé. Comme de bien entendu.

Apocryphe baratin, à l'évidence, puisque ne figurant pas dans le reportage d'époque. Histoire inventée sans doute pour faire pièce à Armand Gatti, prodigieux conteur. Comment naissent les légendes? par un désir de compétition entre deux hâbleurs. Et par la naïveté des auditeurs qui répètent ces billevesées à tout venant... Giono, orfèvre en la matière, nous a expliqué le mécanisme avec le cas de *'Odyssée*...

Début 1998, on nous refait le coup. Sept ans après la guerre du Golfe, les obsédés sexuels qui règnent à Washington ont monté une opération pour rebombarder l'Irak sur la base de suppositions entièrement gratuites. On sait que des commissions de l'ONU ne cessent, depuis des années, de traquer le moindre document, le moindre élément qui a trait à des armements quelconques que posséderait l'Irak. **Jamais aucun pays n'a été traité, à l'époque moderne, de façon aussi humiliante pour sa souveraineté nationale.**

Faute d'avoir osé occuper l'Irak avec leurs soldats, les Américains tâchent de l'occuper par une utilisation raisonnée des inspecteurs des Nations Unies, dont une bonne partie sont recrutés dans les rangs des services secrets américains. Il n'existe aucun élément concret sérieux qui permette de penser que l'Irak aurait conservé ne serait-ce qu'une fraction de son potentiel militaire des années 80. Tout fonctionne à peu près de la façon suivante:

Supposons que les Irakiens aient creusé en secret un immense trou sous la ville de Bagdad. Ils auraient pu dès lors entreposer quelques cuves de fermentation et ils auraient pu acheter des produits chimiques pour les détourner de leur fonction. Il se pourrait même qu'ils fabriquent en secret une énorme quantité de lance-pierre pour jeter sur leurs ennemis des seringues pleines d'anthrax et de rhume des foins, qui est un formidable incapacitant. Rien de tout cela n'est certain et on pourrait même dire qu'on ne possède pas le début du commencement d'une preuve. Mais cela rend justement la situation encore plus louche. Ce Saddam nous cache quelque chose.

Devant une telle situation, il n'est pas étonnant que revienne périodiquement la question du retour à la normale et de la fin des «sanctions» contre l'Irak. Tout aussi régulièrement reviennent dans la presse des résurgences de la question des gaz. Ainsi, *Le Monde*, le 25 juin 1998, titre: «L'Irak aurait maîtrisé les gaz de combat avant 1991». Le simple emploi du conditionnel dans un titre de ce genre trahit l'intoxe. La source est le *Washington Post*, connu comme un centre de production de fausses nouvelles dans lequel la grande presse ne s'abreuve qu'en cas de besoin pressant. D'après ce canard (23 juin), des inspecteurs des Nations Unies auraient trouvé des «quantités significatives» de VX «sur des fragments d'ogives». **Comment des traces de gaz innervant, ce qu'est le VX, continueraient à adhérer à quoi que ce soit après des années, ne nous est pas révélé.** Ce qu'est un «fragment» d'ogive comparé à un vieux bout de ferraille n'est pas non plus expliqué. C'est un laboratoire militaire américain qui aurait fait cette analyse!!! Comme le rappelle le journaliste du *Monde*, Jacques Isnard, c'est la première fois que Bagdad, si l'on en croit le *Washington Post*, «est suspecté d'avoir réussi à maîtriser un armement de ce type avant la guerre du Golfe. En 1990-1991, les experts occidentaux, et israéliens, avaient douté de la capacité des ingénieurs irakiens à aligner un arsenal chimique et biologique opérationnel, hormis des obus de 155 mm (550 ont été détruits par l'Unscm) et, peut-être des bombes d'avion baptisées R-400.» (Le Monde, 25 juin 1998). On ne pourrait confirmer plus clairement que les responsables politiques qui ont fait croire à l'opinion mondiale, et surtout israélienne, qu'une attaque chimique irakienne était possible et même imminente, se foutaient absolument de la gueule de tout le monde car ils

savaient très bien qu'elle était impossible. Et je le savais aussi et je pouvais prendre le risque de l'écrire quelques heures après le déclenchement de l'offensive américaine sur Bagdad en sachant que je ne serai pas démenti par les événements. Et je ne l'ai pas été. Eh bien! le journaliste Isnard, lui, a le culot d'ajouter ceci: «Le fait que Bagdad n'y ait pas recouru [aux armes chimiques et bactériologiques] durant la guerre du Golfe n'est pas nécessairement la preuve que cette analyse [que les Irakiens ne pouvaient pas équiper des fusées avec des charges chimiques] soit juste. En effet, l'Irak a utilisé des armes chimiques contre l'Iran, dans les années 80, et les Kurdes en 1987-88.» Il sait pourtant que ces armes étaient classiques (gaz moutarde) et lancées par des moyens conventionnels. Il mélange donc tout sciemment. Rien ne prouve en effet que des chaudrons de sorcière ne sont pas en train de mijoter à trois milles pieds sous Bagdad. Le fait qu'on ne les a jamais vus et qu'en revanche on a trouvé des restes de chiche-kebab à mille milles de là donnerait même à penser que leur existence, il y a dix ans, était très réelle... Voilà où en est le raisonnement de ces loquedus de la presse! Le niveau baisse.

Justement alarmés par ces rumeurs et ces inventions de la presse mondiale, des rabbins israéliens ont décidé de passer aux actes pour protéger leurs ouailles. Souffler dans les shofars ne leur a pas paru suffisant. Ils ont donc décidé, en quelque sorte, de repasser le film de Jéricho. Ils sont montés dans un avion qui a fait sept fois le tour d'Israël. En récitant des prières spéciales pour obtenir de YVHV la chute de Saddam Hussein.

Il ne semble pas qu'ils aient obtenu satisfaction.

Le gaz est comme un dieu, il peut tout puisqu'on ne le voit pas. C'est le professeur Faurisson et les lecteurs du *Bulletin célinien* qui ont déterré cette remarque de Céline, ami de Paraz et lecteur de Rassinier: La magique chambre à gaz! Voici un extrait d'une lettre à Paraz du 28 novembre 1950:

«Rassinier est certainement un honnête homme» [...] QUAND MÊME Il tend à faire douter de la magique chambre à gaz! ce n'est pas peu! Tout un monde de haine va être forcé de glapir à l'Iconoclaste! C'était tout la chambre à gaz! Ça permettait TOUT! Il faut que le diable trouve autre chose. Oh je suis bien tranquille!»

Ça permettait tout. Ça le permet encore.

Serge Thion

16 juillet 1998

ANNEXE N° 1:
document provenant des papiers officiels de Winston Churchill
PRIME MINISTER'S PERSONAL MINUTE
[stamp, pen] Serial No. D. 217/4
[Seal of Prime Minister]
10 Downing Street, Whitehall [gothic script]
GENERAL ISMAY FOR C.O.S. COMMITTEE [underlined]

1. I want you to think very seriously over this question of poison gas. I would not use it unless it could be shown either that (a) it was life or death for us, or (b) that it would shorten the war by a year.

2. It is absurd to consider morality on this topic when everybody used it in the last war without a word of complaint from the moralists or the Church.

On the other hand, in the last war bombing of open cities was regarded as forbidden. Now everybody does it as a matter of course. It is simply a question of fashion changing as she does between long and short skirts for women.

3. I want a cold-blooded calculation made as to how it would pay us to use poison gas, by which I mean principally mustard. We will want to gain more ground in Normandy so as not to be cooped up in a small area. We could probably deliver 20 tons to their 1 and for the sake of the 1 they would bring their bomber aircraft into the area against our superiority, thus paying a heavy toll.

4. Why have the Germans not used it? Not certainly out of moral scruples or affection for us. They have not used it because it does not pay them. The greatest temptation ever offered to them was the beaches of Normandy. This they could have drenched with gas greatly to the hindrance of the troops.

That they thought about it is certain and that they prepared against our use of gas is also certain. But the only reason they have not used it against us is that they fear the retaliation. What is to their detriment is to our advantage.

5. Although one sees how unpleasant it is to receive poison gas attacks, from which nearly everyone recovers, it is useless to protest that an equal amount of H. E. will not inflict greater casualties and sufferings on troops and civilians. One really must not be bound within silly conventions of the mind whether they be those that ruled in the last war or those in reverse which rule in this.

6. If the bombardment of London became a serious nuisance and great rockets with far-reaching and devastating effect fell on many centres of Government and labour, I should be prepared to do anything that would hit the enemy in a murderous place. I may certainly have to ask you to support me in using poison gas. We could drench the cities of the Ruhr and many other cities in Germany in such a way that most of the population would be requiring constant medical attention. We could stop all work at the flying bomb starting points. I do not see why we should have the disadvantages of being the gentleman while they have all the advantages of being the cad. There are times when this may be so but not now.

7. I quite agree that it may be several weeks or even months before I shall ask you to drench Germany with poison gas, and if we do it, let us do it one hundred per cent. In the meanwhile, I want the matter studied in cold blood by sensible people and not by that particular set of psalm-singing uniformed defeatists which one runs across now here now there. Pray address yourself to this. It is a big thing and can only be discarded for a big reason. I shall of course have to square Uncle Joe and the President; but you need not bring this into your calculations at the present time. Just try to find out what it is like on its merits.

Winston Churchill [initials]

Annexe M° 2 Lettre de Ronald Reagan, Président des États-Unis à George Bush, Président du Sénat, le 8 février 1982:

DEAR MR. PRESIDENT,

AS YOU KNOW, THE AVOIDANCE OF CHEMICAL WARFARE HAS BEEN A STATED GOAL OF THE CIVILIZED WORLD THROUGHOUT THE CENTURY. THE UNITED STATES, IN SUPPORT OF THIS GOAL, IS COMMITTED TO THE POLICY OF «NO FIRST USE» OF LETHAL OR INCAPACITATING CHEMICAL WEAPONS AND TO THE OBJECTIVE OF BANNING SUCH WEAPONS.

CONSIDERING THE CURRENT WORLD SITUATION, PARTICULARLY THE ABSENCE OF A VERIFIABLE BAN ON PRODUCING AND STOCKPILING CHEMICAL WEAPONS, THE UNITED STATES MUST ALSO DETER CHEMICAL WARFARE BY DENYING A SIGNIFICANT MILITARY ADVANTAGE TO ANY POSSIBLE INITIATOR. SUCH A DETERRENCE REQUIRES MODERNIZATION OF OUR RETALIATORY CAPABILITY, AS WELL AS IMPROVEMENT OF OUR CHEMICAL WARFARE PROTECTIVE MEASURES. WE ALSO BELIEVE THIS STEP WILL PROVIDE STRONG LEVERAGE TOWARDS NEGOTIATING A VERIFIABLE AGREEMENT BANNING CHEMICAL WEAPONS. I THEREFORE CERTIFY, IN ACCORDANCE WITH SECTION 818 OF THE DEPARTMENT OF DEFENSE APPROPRIATION AUTHORIZATION ACT, 1976 (50 U.S.C. 1519), THAT THE PRODUCTION OF LETHAL BINARY CHEMICAL MUNITIONS IS ESSENTIAL TO THE NATIONAL INTEREST.

A FULL REPORT SUPPORTING THIS CERTIFICATION IS BEING PROVIDED BY THE SECRETARY OF DEFENSE.

SINCERELY,

Ronald Reagan

Sources

1. 1-1.

París, 16 de julio de 1998. Distribuido en el Internet por <tempus@flash.net>.

Retourner au corps principal du document

<Ognuno ha diritto alla libertà di opinione e di espressione, il che implica il diritto di non essere molestati per le proprie opinioni e quello di cercare, di ricevere e di diffondere, senza considerazione di frontiera, le informazioni e le idee con qualsiasi mezzo di espressione li si faccia>

(Dichiarazione internazionale dei Diritti dell'Uomo, 10 dicembre 1948).